

Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798

publiés par
André DONNET

IV

**De la république des Dix-Dizains
au canton de la République helvétique
(16 mars - 6 mai 1798)**

Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798

publiés par
André DONNET

Plan de la publication

Sigles

- Doc. I* I. Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice (3 février - 16 mars 1798).
Publié dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 1-188.
- Doc. II/1* II. Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais (16 novembre 1797 - 25 juin 1798). *Première livraison* :
1^{re} section : Documents relatifs à la nomination et à l'entrée en fonctions de Mangourit (16 novembre 1797 - 12 février 1798).
2^e section : Dépêches de Mangourit, adressées à Talleyrand, ministre des Relations extérieures (26 décembre 1797 - 14 juin 1798).
Publié dans *Vallesia*, t. XXXI, 1976, pp. 1-186.
- Doc. II/2* II. Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais (16 novembre 1797 - 25 juin 1798). *Seconde livraison* :
3^e section : Correspondance de Mangourit avec le Directoire exécutif de la République française et les commissaires, généraux et agents français (fin décembre 1797 - 22 juin 1798).
4^e section : Correspondance de Mangourit avec les autorités valaisannes (comité général de Saint-Maurice, comités particuliers, magistrats du Haut-Valais, Assemblée représentative et Directoire exécutif provisoires) (22 janvier - 13 juin 1798).
5^e section : Mangourit et les autorités du Pays puis canton de Vaud (affaires politiques et militaires) (24 décembre 1797 - 25 juin 1798).
6^e section : Documents relatifs à la fin de l'activité de Mangourit en Valais (quitté le 25 juin 1798).
Publié dans *Vallesia*, t. XXXII, 1977, pp. 1-246.
- Doc. III* III. Documents divers relatifs aux affaires politiques du Bas-Valais, depuis la proclamation de son indépendance jusqu'à sa réunion avec le Valais oriental (janvier - 16 mars 1798).
1^{re} section : Documents relatifs à la proclamation de l'indépendance du Bas-Valais (25 janvier - 8 février 1798).
2^e section : Recueil des délibérations de l'administration provisoire de la bannière de Monthey (29 janvier - 27 février 1798).
3^e section : Registres de délibérations et d'actes des comités particuliers de Monthey et de Martigny (6 février - 15 avril 1798).

4^e section : Comptes rendus de la diète extraordinaire tenue à Sion du 28 février au 2 mars 1798. — Correspondance de l'Etat du Haut-Valais relative aux événements du Bas-Valais (20 janvier - 6 mars 1798).

5^e section : Mandements épiscopaux ; correspondance de l'évêque et du clergé concernant les affaires politiques du Bas-Valais (29 janvier - 28 avril 1798).

6^e section : Quelques témoignages de contemporains (30 novembre 1797 - 15 mars 1798).

Publié dans *Vallesia*, t. XXXIV, 1979, pp. 1-102.

Doc. IV IV. De la république des Dix-Dizains au canton de la République helvétique (16 mars - 6 mai 1798).

1^{re} section : Comptes rendus des travaux de l'Assemblée représentative provisoire du Valais (15-31 mars 1798).

2^e section : Lois, décrets et instructions de l'Assemblée représentative provisoire, et documents relatifs à leur application.

3^e section : Correspondance de l'Assemblée représentative provisoire avec le Directoire exécutif provisoire.

4^e section : Documents relatifs aux relations des autorités constituées du Valais avec les autorités civiles et militaires françaises.

5^e section : Arrêtés, règlements, proclamations, adresses, circulaires du Directoire exécutif provisoire, et documents relatifs à leur application.

6^e section : Correspondance du Directoire exécutif provisoire.

Publié dans *Vallesia*, t. XXXV, 1980, pp. 1-79.

Doc. V/a Va. Supplément : Deux relations par un témoin contemporain, l'abbé Jean-Joseph Carrupt (1741-1811), curé d'Ardon. Suivi de deux rapports officiels du notaire Joseph-Antoine Favre (1759-1835), secrétaire du comité de Chamoson.

Publié dans *Annales valaisannes*, Sion, 1978, pp. 3-61.

Doc. V/b Vb. Index général.

Publié dans *Vallesia*, t. XXXV, 1980, pp. 81-120.

*Publié avec l'aide du Fonds national suisse
de la recherche scientifique.*

PREMIÈRE SECTION

Comptes rendus des travaux de l'Assemblée représentative provisoire du Valais (15 - 31 mars 1798)

1. Tagschrift für löblichen Zehnden Leuck.

Alles wissen, und das in rechter Zeit, tröstet die Räte und hemmet den Neid.

[15. März 1798]

Am 15. Martii 1798 sind die besttit. Herren des gesessenen Landrats um 8. Uhr vormittag von Sitten nach St. Moritzen abgereist, als nämlich: seine schaubare Grossmächtigkeit Herr Landeshauptmann Jakob Valentin Sigristen. Für den löblichen Zehnden Sitten, die tit. Herren Burgermeister Peter Joseph Riedmatten, Schreiber Jacquier von Savièse und Schreiber Anton Follonier vom Tal Herin.

Vom löblichen Zehnden Siders, tit. Herren Grosskastlan Peter Chastonay, Hauptmann Briguet von Lens und Kastlan Tabin von Eifisch.

Für löblichen Zehnden Leuck, tit. Herren Anton Augustini, alt-Landvogt, Anton Willa und Ignaz Werra, alte Meier, Hauptmann Moritz Martin und Lieutenant Peter Mattieux.

Für löblichen Zehnden Raron, tit. Herren Alovsius Roten, alt-Meier, und Felix Walker von Mörel.

Für löblichen Zehnden Visp, tit. Herren Anton Burgener, Bannerherr, Mauritz Zur-Brüggen, alt-Landvogt.

Für löblichen Zehnden Brig, tit. Herren Bartholomäus Perrig, Zehndenrichter, Kastlen Theiller, Seckelmeister Möriz Schmid von Naters, Seckelmeister Michlig vom Brigerberg, Kaspar Wyssen und Bonaventura Falcino von Brig.

Für löblichen Zehnden Goms, tit. Herren alt-Landvogt Jost, Valentinus Nellen, und Dominicus Müller von Reckingen.

Um 11. Uhr kamen wir in St. Peter an, wo ich von den Abgesandten des löblichen Zehnden Brig, die eben durch einen expressen Boten solche Nachricht empfangen, vernahm, dass gedachter löbliche Zehnden beschlossen habe, Wachen aufzustellen, und in aller exemplarischen Strenge die Aufwieglere und Zeitungsträger abzuhalten, die nicht abseits ihrer respectiven Obrigkeiten ausgeschickt wären. Ich gabe sogleich von St. Peter aus unserem löblichen Zehnden Bericht davon, damit nicht etwa jemand unseres Zehnden in andren Zehnden ein Affront wiederfahre.

Um 2. Uhr langten wir in dem Gasthause des grossen Hauses in Martinach an, wo wir speisten, eine höfliche Visite von dem Martinatzensischen Komitee, und eine zierliche Rede ihre Präsidenten, des Fähnders Cropt, empfingen; dann gingen wir nacht St. Moritzen ab und trafen da um 7. Uhr ungefähr ein. Bei dem Eingange in St. Moritzen kamen die Bürger Hauptmann Rivaz, Major Dufour, Advocat [Pittier] uns entgegen; wir stiegen vor der Abtei ab und spiesen alle da.

[16. März 1798]

Am 16. März kam der tit. H. Abgesandte von Obergoms, nämlich alt-Meier Riedmatten.

Um 9. Uhr des 16. März haben wir uns in dem Speisesaal der Abtei versammelt, dann die tit. HH. Burgermeister Riedmatten, Grosskastlan Chastonay und alt-Landvogt Augustini zu dem Bürger Resident abgeordnet, um die Stunde der allgemeinen Visite zu vernehmen.

Er empfing und umhalsete uns freundlich und versicherte uns gleich anfangs, dass er diese Revolution machen wolle, ohne dass es nur eine Träne kosten sollte, und dass die Respublique Wallis zu keiner Volksrequisition werde verbunden sein, ja es sei eine Lüge, die von Übelgesinnten müsse erdichtet worden sein, dass nur ein Gedanken von einer Requisition gewesen sei. Die Stunde unseres Besuches wurde von dem Bürger Resident auf 10 Uhr und eine halbe *précis* gestellt.

Der Bürger Resident empfing uns auf der Stiege schon, wohin er entgegen kam, begleitete uns in den Audienzsaal, und der Herr Landeshauptmann fing mit Nachdruck, Gefühl und Majestät zu reden an, die empfindsamen Tränen, die ihm die Liebe des Vaterlandes aus seinen Augen herabgleiten machte, gaben seiner Rede rührende Kraft. Seine Rede war folgende [voir *Doc.* II/1, p. 139]:

Citoyen résident chargé d'affaires,

Si le premier représentant d'un peuple, libre depuis des siècles, d'un peuple, sinon un peu sauvage, du moins simple et heureux dans sa simplicité au milieu des glaciers sauvages et des rochers stériles, si, dis-je, le premier représentant d'un peuple anciennement libre, simple et content, n'a pas eu plus tôt l'honneur de porter personnellement ses assurances de respect, de confiance et d'admiration au grand représentant d'une grande nation, libre depuis des années, et digne de l'être par ses lumières, victoires et vertus, ce n'était pas ma volonté, mais les circonstances insurmontables et l'enchaînement à mon état, qui m'ont privé de ce bonheur digne d'envie.

Me voilà aujourd'hui à la tête des représentants nombreux du peuple du Valais oriental — car ce qui a été retardé n'est pas enlevé, quod differtur, non aufertur — je me considère, en vous parlant, c. résident, à Saint-Maurice d'Agaune, d'être devant Scipion, à la tête des députés d'Athènes qui lui demandaient la paix et le bonheur de leur patrie. Mais, que dis-je? Le c. résident Mangourit n'a pas attendu le moment qu'on le lui demande; plus heureux qu'un Titus, qui était un empereur et qui cependant regardait tous ces jours perdus qu'il vivait sans faire des heureux, il désire, il veut, il s'occupe sans cesse, il s'offre de coopérer pour le bonheur d'un peuple qui n'a

pas celui d'être connu de lui, et auquel, sans le connaître, il a donné sa prédilection, en sacrifiant ses plaisirs, ses intérêts, et les agréments qu'on lui offrait ailleurs.

Connaissant en vous, c. résident, telles dispositions en faveur de ma patrie, dispositions semblables à celles dont l'immortel orateur pro Ligario [Cicéron] parlait : homines ad deos nulla re propius accedunt, quam salutem hominibus dando, connaissant ces dispositions qui rapprochent l'homme à son Dieu — mes commettants, rendre justice en public à un homme bienfaisant n'est pas une adulation —, connaissant enfin d'avance ces grandes dispositions en vous, c. résident, que ne dois-je pas espérer de vous en faveur du peuple pour lequel je parle, en faveur de ma patrie, que je regarde avec Hérode comme un dieu terrestre, comme une autre et première mère !

C. résident, cette mon autre et première mère, qui a le bonheur de vous posséder dans son sein, n'est pas indigne de vos bontés, si vous daignez lui tenir compte de ses sentiments de loyauté, de reconnaissance, et de respect et confiance en vous. Heureux, oui, heureux si j'étais en état de vous les peindre assez vivement selon les ordres précis que j'ai reçus à cet égard. Votre résolution prise de la rendre aussi heureuse qu'elle est susceptible de l'être lui en ferait un paradis terrestre... Dieu veuille que vous n'en soyez pas seulement le témoin, mais que vous partagiez longtemps avec nous le bonheur dont vous pouvez être le créateur. Et quand vous ne serez plus — car les grands hommes, hélas ! disparaissent de la surface de la terre, mais leur mémoire durera aussi longtemps que l'existence des mortels —, et quand vous ne serez plus, nos derniers neveux béniront encore votre nom dans leurs chalets des Alpes, comme dans les mazots [maisonnettes] de leur vignoble, si sous vos auspices nous pouvons atteindre le juste point du vrai bonheur que vous nous désirez, et dont nous allons nous occuper, et dont le Directoire s'est occupé.

Veillez être l'interprète de nos sentiments de respect, de reconnaissance, d'amitié auprès de lui et auprès de la Grande Nation que vous représentez et à laquelle nous aurons l'honneur d'appartenir étroitement par l'alliance mémorable que le projet de constitution proposée nous garantit. Veillez aussi recevoir favorablement en public et dans cette Assemblée mes hommages de la haute considération, de respect, que ma plume vous a déjà tracés. Content comme l'était la voyageuse de Saba qui désirait de voir Salomon, je finis en vous recommandant les intérêts, le bien-être et l'honneur de ma patrie le plus instamment possible, et uniquement par les paroles patriotiques de Pompée lorsqu'il craignait un orage : Pro patria urget necessitas ; ut vivam, non urget...

Der Bürger Resident antwortete in schöner, fliessender, ausserordentlicher Wohlredenheit, dass er das Glück des Wallesianischen Volkes suche, dass er die Revolution Wallesiens bewirken wolle, ohne dass es eine Träne koste. Er rühmte die Verhältnisse des Bischofs von Sitten, als er sein letztes Monitorium habe ergehen lassen, und merkte das Beispiel Roms an, sagender: Rom habe seine Unabhängigkeit und die Beibehaltung ihrer Religion decretiert, und der Papst sei nun Bischof von Rom. Er (Resident) sei als Philosoph dem Bischof von Sitten verbunden, und für das Wohl der Sache, dass er (der Bischof) solche Vorkehrungen genommen habe. Er legte die Verhältnisse

des Wilhelm Tell und die Echtheit der Freiheit aus, wiederholte seine Versicherung, dass es eine Lüge und Friedensstörung sei, von Requisition eine Furcht erweckt zu haben.

Nach vollendetem Besuch begleitete uns der Bürger Resident bis auf die Gasse. Wir gingen nach Anweisung der Einladung des General-Komitees des Untern Wallis stracks dem Rathause zu.

Die sogenannte National-provisorische Versammlung bestund in den oben genannten Gliedern der 7 löblichen Zehnden; die Glieder aber der drei Zehnden Entremont, St. Moritzen und Monthey waren folgende: für Entremont, die tit. HH. Praesident, der Bürger Fähnrich Luder, der Bürger Fähnder Duc, der Bürger Advocat Joris, der Bürger curial Vaudan; für St. Moritzen, die Bürger Isaac Rivaz, Advocat Pittier, Fähnder Jean-Laurent Cheseaux, Johann Franz Frossard; für Monthey, die Bürger Hauptmann Rivaz, Petrus Ludovicus Du Fay, Major Dufour, Gregorius Marclay, Emanuel Turin.

Den Anfang der Versammlung machte der tit. Herr alt-Landvogt Jost, weil er der älteste an Alter war, dann aber das Alter den Präsident nenne, bis einer von der Versammlung bestimmt ist.

Der trug vor, einen Präsidenten zu wählen und vier Secretarios. Damit aber solche Wahl in der echtsten Form vorbeigehe, wurden erstlich vier Scrutatores gewählt in den Personen der Bürger Zur-Brüggen, [Du] Fay, [---].

Der Bürger Riedmatten wurde zum Präsidenten, die Bürger Pittier, Zur-Brüggen, Augustini und [Du] Fay zu Secretarien gewählt.

Kaum war der Bürger Riedmatten Präsident, als schickte man zu dem Bürger Resident Mangourit einen Gesandten durch Zehnden, als nämlich für den Zehnden St. Moritzen, den Bürger Isaac Rivaz; für Visp den Bürger Anton Burgener; für Goms Johann Joseph Jost; für Raron Aloisium Roten; für Entremont den Fähnder Luder; für Brig den Bartholomäus Perrig; für Sitten den Bürger Jacquier; für Monthey den Hauptmann Rivaz; für Siders den Hauptmann Briguet; für Leuk den Ignaz Werra. Denn es ist zu wissen, dass die zehn löblichen Zehnden haben das Los gezogen, um ihren Rang für einmal zu wissen, und das Los traf die Zehnden, wie ich sie eben der Reihe nach gestellt habe. Wir sind froh, dass uns das Los den letzten für einmal hat bestimmt; unsere Wählung ist nicht gross, weil die Mehrheit schier alle Male entschieden ist, bevor man uns anfragt.

Nach geworfenem Lose um den einstweiligen Rang der löblichen Zehnden, wurde sogleich promulgiert und festgesetzt, dass diese unsere Versammlung provisorisch-echt constituirt sei.

Der Bürger Resident kam in die Versammlung in grossem Staats-Aufzuge, der Bürger Präsident begegnete ihm unter der Porte des Saals und liess ihn an seine rechte Seite, neben dem Vorsitze, der dem Präsident bestimmt ist, hintreten. Dann fing der Bürger Resident so zu reden an:

[Augustini avait laissé l'espace nécessaire pour transcrire le discours de Mangourit, ce qu'il a omis de faire. — Discours publ. dans Doc. II/1, pp. 137-139.]

Der Bürger Präsident Riedmatten gab ihm kurz Antwort, empfahl ihm unsere Respublik an. Dann begleitete ihn der Präsident wiederum bis zu Porte

des Saals, und die nämlichen Gesandten jedes löblichen Zehndens wollten ihn nach Hause begleiten, aber er liess es nicht zu.

In nämlicher Versammlung wurden durch Stimmzettel (*per scrutinium*) die Directores gewählt, nämlich provisorie bis auf die ordentlichen nächsten Versammlungen, der Bürger Sigristen, der Bürger Chastonay und Hauptmann Rivaz.

Endlich endete diese Tags-Versammlung, und der Präsident bestimmte die Stunde zur nächsten Versammlung um 9 Uhr des folgenden Tages.

Damit die Vorteile der sieben löblichen Zehnden befördert und alles mögliche für ihr Bestes angewendet, und das Schädliche oder Gefährliche nach Kräften verhütet werde, liess der von Vaterlandsliebe und Redlichkeit beseelte Präsident des Directoriums die Gesandten der sieben obren löblichen Zehnden in der Abtei versammeln und trug ihnen vor, mit dem Bürger Resident in eine Unterredung zu treten, sowohl um der Aufpflanzung des Freiheitsbaumes in den 6 obren löblichen Zehnden auszuweichen als von ihnen die Versicherung zu bewirken, dass unsere Respublique alle immer vorteilhafte Artikel, die immer einem löblichen Canton möchten vergünstigt werden, erhalten sollen.

Es wurden in dieser Negociation von den sieben löblichen obren Zehnden gewählt die Bürger Director Sigristen, Director Chastonay, Präsident Riedmatten, die Representanten Perrig und Secretär Augustini.

[17. März 1798]

In der Versammlung des 17. Martii wurde erstens beschlossen, dass die Bürger Zur-Brüggen und Dufour zu dem Bürger Tousard d'Olbec sich verfügen sollten, um ihm anzuzeigen, dass er zum Abfasser der ausgefallten Urteile gewählt und eingeladen sei, zu dieser Verrichtung herzutreten. Er kam und fing in dem nächsten Zimmer sein Werk an.

In dieser Tags-Versammlung wurde erstlich decretiert, dass ein Komitee von 5 Gliedern der Versammlung erwählt werde, um die vorzulegenden Materien, nach Anweisung ihrer Bedürftig- und Dringendheit zu zubereiten, und wurden dazu bestimmt die Bürger Zur-Brüggen, Isaac Rivaz, Theiler, [Du] Fay, D[ufour zude]m Bürger Advocat Joris [- - - zu] dem Bürger Präsident [Riedmatten. Erl]aubnisse sich zu entfernen [für - - -] Tage, dem Bürger Haupt[mann] Brigue bis auf den Dien[stag fr]üh gegeben.

Das Zubereitungs-Komitee verfügte sich zu ihrem Ziele in ein nahes Zimmer. Die Versammlung wurde um 12 Uhr aufgehoben und wiederum für 2 Uhr des Nachmittags von dem Bürger Präsident angesetzt.

Der Bürger Präsident trug vor, ob man nicht jedem löblichen Zehnden Nachricht geben wolle: 1° der gestrigen Abhandlungen bekanntlich, auch 2°, dass ein provisorisches Directorium gewählt worden sei, damit die dahingehörigen Gegenstände dahingerichtet werden mögen. Das Zubereitungs-Komitee aber legte vor:

1° Ob man nicht einen Bedienten und Befehlsträger des Versammlungs-Zimmers wählen wolle?

2° Ob man nicht wolle protocolieren lassen, dass die Stimmen nicht durch Kopf, sondern durch Zehnden gezählt werden sollen?

3° Verlangte der Bürger Duc zu vernehmen, ob eine wider ein vicedominalisches Decret unterlegte Appellation vor dem ci-devant vice-domino, oder wo, betrieben werden solle.

4° Fuhr das Zubereitungs-Komitee fort, ob man nicht die Verteilung der gemeinen Seckeln einstellen und die diesfalls schon geschehenen Verteilungen seit dem 27. Januarii 1798 als nichtig erklären wolle. Über welchen Gegenstand der Bürger Präsident Riedmatten im Namen der Stadt Sitten betreffend ihre schon gemachte Verteilungen protestiert und die Gültigkeit derselben behauptet hat.

5° Beehrte des Directoriums ein[en] Ort zu seinen Versammlungen, und dass ihm ein Secretär und Befehlsträger gegeben werde.

6° Lief ein höfliches Compliment-Schreiben von dem Directorio ein, um sein Gefühl, um das ihm gegebene Zutrauen zu bezeigen.

Löblicher Zehnden Raron machte die Motion in seiner Stimme, dass hinfüro das Zubereitungs-Komitee die zum beraten vorzulegenden Gegenstände am Vorabend den löblichen Zehnden mitteilen sollen, damit man die hinlängliche Zeit der Betrachtung habe.

Die löbliche Zehnden Brig und Leuck machten im Umfragen die Motion, dass man für einmal nur die Epoche bis wann die löblichen Gemeinden in ihren Urversammlungen sich versammeln sollen, bestimmen solle, weil ihre Ratification vorbehalten worden, die Mission sich hier mit den drei löblichen Zehnden Entremont, St. Moritzen und Monthey zu verbrüdern, gestern vollbrachte, sohin [in]dessen die grossen Kosten unnütze [---] bz[---] feuden Urteile [bis nach --- Rati]fication zu verschiebende sei [---] der löbliche Zehnden Leuck, d[---] sehen glaubte, dass das Z[ubereitungs-]Komitee nicht nur die Mate[rien --- sondern] auch die Urteile bereite[n solle ---], anbringen, das noch was anderes in dem Komitee vorgekommen und beraten worden sei; *es sei nicht nötig*, ohne davon der Versammlung ein Wörtchen zu melden, meinte zu erblicken, dass dieses den sieben löblichen Zehnden so gefährlich, als freiheitswidrig ausfallen möchte, um so mehr, weil von diesen 5 Gliedern des Komitees drei der untern 3 löblichen Zehnden sind, beehrte sohin, dass in dieses Zubereitungs-Komitee von jedem löblichen Zehnden ein Glied hintreten solle.

Endlich traf noch eine schriftliche weitsichtige Petition abseiten des Directorii [ein].

Dann wurde decretiert:

1° Die löbliche Gemeinde St. Moritzen sei eingeladen, einen Bedienten der Kammer, der zugleich den Befehlsträger vertreten — um die Kosten zu ersparen — anschaffen zu wollen.

2° Es solle protocoliert werden, dass die Stimmen, eine durch jeden Zehnden, nicht durch Köpfe gezählt werden sollen.

3° Dass die Appellation in Vex, als nicht dringende, verschoben, und dem Appellant Acte gegeben werden solle, damit ihm kein tädlicher Zeitraum laufen könne.

4° Dass mit den Verteilungen der gemeinen Börse eingehalten werden solle.

5° Dass die Gemeinde St. Moritzen dem Directorio ein[en] Ort anschaffen möchte, wo ihre Beratungen abzuhalten sind; den Secretär und Befehls-

träger aber solle sich das Directorium laut dem Entwurfe der Constitution selbst wählen.

6° Das höfliche Complimentschreiben des Directoriums bedürfe keiner Antwort, doch solle davon in dem Protocol Meldung geschehen.

Das Zubereitungs-Komitee solle die zu beratenden Gegenstände am Vorabend den löblichen Zehnden mittheilen.

Man solle sich sogleich über die Weise und Epoche, während welcher die Urversammlungen sollen abgehalten werden, vorzüglich beschäftigen.

Das Zubereitungs-Komitee solle aus einem Glied jedes löblichen Zehndens bestehen.

Es solle die Beratung des gestrigen Tages den respectiven löblichen Gemeinden, samt dem Einbericht der Einstellung der Verteilungen der gemeinen Seckel und jenem, dass ein einstweiliges Directorium errichtet worden sei, übermacht werden.

Die abseiten des Directoriums eingelaufenen, schriftlichen Vorstellungen sind bis in [die] nächste Versammlung zu beraten [- - -].

[Es] wurde das französische [Protokoll] der gestrigen Abhandlungen [- - ver]lesen und gefragt, ob man [es] annehme? Worauf abse[iten ver]schie]dener löblicher Zehnden begehrt wurde], dass es zuerst übersetzt werden solle.

Der Bürger Präsident setzte die folgende Versammlung auf den 19. um [- - -] Uhr.

Dann trat das Zubereitungs-Komitee zusammen, und die Gesandten des löblichen Zehnden Leuck bestimmten den Bürger Werra dazu . . .

Mittlerweile traten der Präsident du Directoire, der Präsident der Versammlung, der Director Chastonay, die Bürger Perrig und Augustini zusammen, um laut Auftrag mit dem Bürger Resident über den Gegenstand der Errichtung der Freiheitsbäume und das Beste des Vaterlandes zu handeln.

Der Bürger Chastonay bat sich aus, nicht mitkommen zu müssen, weil ihr Zehnden sich der Errichtung des Freiheitsbaumes nicht widersetzte, und so könnte sein Schritt übel ausgedeutet werden.

Der Bürger Augustini ging ungefähr um 7 Uhr abends in die Residenz, um die Erlaubnis, den Bürger Resident zu besuchen, sich auszubitten — das ist — für die oben angemerkte Gesandtschaft. Der Bürger Resident aber liess ihn sogleich zu sich kommen, empfing und unterhielt ihn eine geraume Zeit sehr le[ut]selig und menschenliebend über se[ine] Gesinnungen, das Wallis glücklich machen zu wollen; der Bürger Augustini machte diese Gelegenheit zum Nutzen, um ihm das Wohl des lieben Vaterlandes zu empfehlen und Vorstellungen zu machen. Dann wurde auch die schon gedachte Deputation zu ihm vorgelassen.

Der Herr Landeshauptmann redete ihn so klug als rührend und vaterländisch an, bat, der Republique Wallis jene Vorteile vergünstigen zu wollen, die immer etwa ein oder anderer Kanton in ihren Constitutionen, oder wie immer, erhalten möchte, und dann machte er auch die weisesten Vorstellungen, um den Bürger Resident zu bereden, dass die Errichtung des Freiheitsbaumes in den 6 obern Zehnden möchte ausgewichen und der in Sitten aufgerichtete, oder noch da, etwa in dem Kanzleihof, aufzupflanzende für die

erwähnten 6 obern Zehnden angesehen, oder doch verschoben werden möchte, bis man sehe, ob auch die kleinen Kantone ihn aufpflanzen.

Der Bürger Resident sagte die erste Gnade grossmütig und menschenfreundlich unter den redlichsten Versicherungen zu; und diese ist des grössten Wertes und schliesst alles ein. Gewiss wird jeder Kanton sich emsigst bestreben, in ihren Constitutionen Moderationen und vorteilhafte Änderungen zu bewirken. Ja, sie werden Kosten, Protection und alle ersinnlichen Mittel, alle Geistes-Kräfte anwenden, und was sie immer Vorteilhaftes auf ihre Kosten erhalten, das ist uns durch diese Zusage des Residenten zum voraus zugesagt. Zweifelsohne werden jene löblichen Kantone, die zum voraus den General Brune sich haben geneigt gemacht, etwas erhalten, so ist es auch für uns. Und was die löblichen Kantone nicht erhalten, würden wir auch nicht erhalten können. Man verabredete mit dem Bürger Residenten, ihm um diese Petition zuzuschreiben, und dass er in der Antwort die Zusage schriftlich geben und zur Probe übermachen werde.

Betreffend den Freiheits[bau]m [dauer]te die kluge Negociation länger, einer um den anderen [wollte] den Bürger Residenten zu diesem Stoff mehrmal zurückführen. [Darauf] sagte er den Verschub zu, und liess [- - -] sich mit dem Fr[eiheitsbaume] in Sitten für alle obern Zehnden zu [- - -]gnügen, wenn nicht alle [- - -] ihn überall aufpflanzen müssen würde. [- - -] Die gestrigen Abhandlungen [- - -] gleiche für das Wohl der Respublique tun zu wollen, waren so [- - -]ede und so menschenfreundliche, dass die beste Hoffnung über [- - -] die Aufträge des Directoriums, die er uns in Original [- - -] werde, er uns zugeben. Dann gingen wir hoffnungsvo[ll von der] ersten Negociation spät in der Nacht hinweg.

Sitzung des 19. März 1798

Der Bürger General de Nuce und Jakob Quartéry kamen in die Versammlung als Representanten der Gemeinde St. Moritzen. Der Bürger de Nuce beehrte zu reden, welches ihm durch die Stimmen der Zehnden zugesagt wurde.

Er beteuerte in seiner Rede, dass die Verleumdung Ursache seiner Verbannung aus dem Vaterlande gewesen sei. Er habe den vorgelegten Eid geschworen, aber mit dem ausdrücklichen Vorbehalt, den Traktaten der Allianzen der Respublik nichts abzunehmen. Er legete sohin die hinschlagenden Proben seiner Versicherung in den beigegebenen Documenten vor [*Annexes*].

Der Bürger Präsident stellte ihm vor, dass die Respublik Wallis vermög ihrer Entschlüsse mit ihm ausgesöhnt sei, die Geschäfte der Versammlung seien dringende, er möchte in seiner Rede der möglichen Kürze sein.

Der Bürger de Nuce fuhr fort und sagte, es sei ihm nötig, sich vor dem Antlitze der Stellvertreter des Volkes über die wider ihn verbreiteten Verleumdungen zu rechtfertigen, damit ein jeder überführt werde, dass er mit einem Ehrenmann, nicht mit einem verbannten Missetäter in der Versammlung sitze. Er werde in allen Gelegenheiten gern alles Mögliche für das Wohl des Vaterlandes tun, ja seinen letzten Tropfen Blut verspritzen. Dann lud ihn der Bürger Präsident ein, seinen Platz zu nehmen, und er tat es.

Der Bürger Präsident trug vor, dass die von dem Directorium schriftlich neu geschickten und auf heutige Beratung überschickten Vorstellungen zu untersuchen seien, die darin bestunden:

1° Dass dem Directorio ein Ort zu seinen Versammlungen und ein Papierschrank zubereitet werden sollten.

2° Dass man den Gehalt des teitschen und französischen Secretärs des Directoriums bestimmen sollte.

3° Auch jenen des Befehlsträgers des Directoriums.

4° Dass man sich über die Kanzlei-Kosten erörtern.

5° Desgleichen um die Press-Kosten, deren das Directorium sonders im Anfange zu bestreiten haben werde.

6° Weil der Bürger Präsident sich in einer einzelnen Audienz verlaudet habe, dass er sich beschäftigen werde, um die Epoche und Manier, die Urversammlungen zusammen zu rufen, vorzutragen, was für eine Art man anwenden wolle, um diesen Entwurf des Bürgers Residenten zu vernehmen.

Der Bürger Augustini hielt um die Erlaubnis zu reden an, die ihm zugesagt wurde, und er fing so zu reden an:

«Ich fange meinen Vortrag mit dem heiligen Denkspruche der ächten Brüder an: „*Non ille frater est, qui se fratrem dicit; sed ille frater est, qui se „frater probat in veritate et amore:* nicht der ist ein wahrer Bruder, der sagt „er sei ein Bruder, sondern der ist ein wahrer Bruder, der in der Wahrheit „und Liebe ein Bruder zu sein, erprobet.“ Von solcher Denkart durchdrungen, soll man nichts seinen Brüdern verborgen halten. Ich öffne also, dass in Gefolge aufhabender Aufträge der Bürger Präsident des Directoriums, samt den Bürgern Präsident Riedmatten, Perrig und Augustini sich zu dem Bürger Resident Mangourit verfügt haben, und dass der Bürger Director Sigristen mit kernhaften, klugen und vaterländischen Ausdrücken den Bürger Mangourit bewogen habe, der Respublik Wallis zuzusichern, dass sie aller Vorteile theilhaftig zu werden zum voraus schon erklärt sei, die immer die löblichen Kantone insgesamt oder insonderheit erhalten möchten. Ob man nun nicht tunlich erachte, dem Bürger Mangourit, Respresentant einer grossen Nation und grossen Menschenfreunde, der beteuert, die Wallesianische Respublique so glücklich als sie es sein kann, zu machen, eine billige Dankbarkeit zu bezeigen, weil diese günstige, vielfach beträchtliche Zusicherung den Nutzen aller zehn Zehnden gleich berührt, und wie man ihm diese Dankbarkeit bezeigen wolle.

»2° Ob man nicht den Bürger Residenten Mangourit ersuchen wolle, der Versammlung die Abschrift des abseiten des Bischofen von Sitten an ihn erlassenen Briefes und seiner Antwort an den Bischof (die ein Kunststück ist) zu vergünstigen [voir *Doc. II/1*, pp. 139-140], weil diese Probe der guten Verständnisse und Briefwechsels vieles zur Beibehaltung der Ruhe und zur Tilgung der übelgesinnten Kritelern und Aufwieglern beitragen könne.»

Der Bürger Augustini brach auch an, dass der Bürger Resident eben dann sich habe verlauten lassen, dass er sich unverweilt beschäftigen werde, einen Entwurf der Manieren und der Zeit der abzuhaltenden Urversammlungen zu verfassen...

Zu dem Augenblick erschien der Bürger Mangourit in der Versammlung, * und sagte, dass die 446 Mann unterwalliserischer Truppen angekommen seien, um den Stellvertretern des Volkes ihre Freude zu bezeigen... Er rühmte ihren Mut und Anführung... er fuhr fort zu beteuern, dass sie nicht wegen dem östlichen Wallis aufgefordert, noch in der Absicht behalten würden, auch solle nichts dem Wallis zu Kosten fallen; doch könne man diese Truppen noch nicht entlassen wegen gewissen Convulsionen, die man in wenig Tagen vernehmen werde, er aber noch nicht verkünden dürfe... * Er riet an, das Directorium abzuholen. Im Gefolge wurden die Bürger General de Nuce, alt-Landvogt Jost, Du Fay und Augustini abgeordnet, um das Directorium einzuladen, auf welches schon ein Detachement vor der Hausporte wartete. Selbst der Bürger Resident kam dem Directorium entgegen, dann gingen die Bürger Directores, Resident und abgesandte Einlader in die Versammlung hin.

Kaum waren sie in dem Versammlungssaal bis voran gekommen, als fing der Bürger Mangourit, der vor dem Bürger Präsident Director stand, dieser zur Rechten des Bürgers Präsidenten der Versammlung, so zu reden an: «Die Verfechter der Freiheit, die 446 Mann unterwalliserischer Truppen seien angekommen, um den Stellvertretern des Volkes ihre Freude zu bezeigen und vor ihnen zu exerzieren... Er rühmte ihren Mut und Anführung... Er beteuerte, dass dieses Volk nicht wegen dem östlichen Wallis aufgefordert worden, noch in der Absicht behalten werde, auch solle dem Wallis nichts von Kosten auffallen; doch könne er diese Truppen noch nicht entlassen.

[20. März 1798]

In der Sitzung des 20. Mertzen ist decretiert worden:

1° Dass der zukünftigen gesetzgebenden Versammlung überlassen werde, den Gehalt des teitschen und französischen Directorium-Kanzlers zu bestimmen.

2° Das Directorium solle selbst den Lohn des Befehlsträgers ermessen.

3° Alldieweilen laut dem Entwurfe der neuen Constitution das Directorium den allgemeinen Schatz in seiner Gewalt habe, solle er daher die nötigen Ausgaben des Staates bestreiten.

4° Das Directorium könne seine Akten drucken lassen, aber dem Buchdrucker von Sitten solle der Vorzug gegeben werden.

5° Dass ein Glied des Directoriums nicht könne zugleich Kanzler des Directoriums sein.

6° Dass dem Bürger Resident ein Dankschreiben zugeschickt werde, weil er der Wallesianischen Respublique zum voraus zugesichert hat, dass sie aller Vorteile, die immer die Helvetische Respublique insgesamt oder ein Kanton insonderheit erhalten möchte, zu geniessen habe.

Dann machte der Bürger Augustini die Motion, dass, weil man sich darum dem Bürger Resident verbunden halte (wie billig), möchte es wohl auch billig, ja anständig sein, auch dem Bürger Präsident des Directoriums [- - -], der diese Gnade erhalten hat, [- - -] Dankbarkeit zu bezeigen.

Sohin wurde dekretiert, dass auch an den [- - -] Directoriums-Präsident ein Dankschreiben [ver]fasst werde.

Der Bürger Kommandant, der in der Waadt befindlichen Wallesianischen Truppen, erschien vor den Schranken der National-einstweiligen Versammlung, im Namen seiner Soldaten Dank zu sagen und zu vernehmen, wie er sich verhalten solle in seiner Angelegenheit, da verschiedene Gemeinden die Soldaten ablösen lassen und durch andere ersetzen wollen.

Sein Kompliment wurde höflich aufgenommen, der Gegenstand der Ablösung dem Directorium zugeschickt.

Durch eine Zuschrift abseiten des Directoriums wurde vorgestellt, dass Massregeln möchten genommen werden, damit kein Glied der Versammlung sich leise entfernen möge.

Es wurde decretiert, dass man keine Strafe bestimmen könne, weil die Versammlung nur einstweilige, und es genug sei, wenn ein Zehnden vertreten wird.

Der Bürger Augustini begehrte das Wort und stellte vor, dass der erste Gegenstand der Gesandtschaft vollbracht worden sei durch die freundschaftliche Verbrüderung, nun habe man nichts mehr zu tun, als den Einbericht [zu] vernehmen, wie man die Urver[sammlungen] gleichförmig abhalten solle, dieses[- - wolle] man beschleunigen, damit die [- -]unnötigen Kosten gespart werden.

[Es wurde] decretiert, dass die Kanzlei der Ver[sammlung] während dem Mittagessen an den [Residenten] Mangourit schreiben solle, damit er den diesfalls angetragenen Bericht beschleunigen möchte.

Die Sitzung wurde für 2 Uhr des Nachmittags angesetzt.

In der Sitzung wurde der Bürger Jost zum Vice-Präsident gewählt.

In der nachmittägigen Sitzung erschien an den Schranken der National-Versammlung der Abt von St. Moritzen [Exquis], der sich, sein Kloster und die Rechte desselben den Stellvertretern des hochheitlichen Volkes empfahl.

Ihm wurde der Schutz zur Sicherung ihres Eigentumes zugesichert.

Es wurde angebracht, in was für einem grossen Salzangel sich die löblichen Zehnden Entremont, St. Moritzen und Monthey befänden.

Es wurde decretiert, dass das Directorium Vorsehung tun solle, so bald es immer sein kann, im Falle aber dass das Directorium nicht geschwind genug Salz anschaffen könnte, sollen diese drei löblichen Zehnden berechnete sein, sich sonderheitlich Salz anzuschaffen.

Der Bürger Präsident Riedmatten vernahm mittlerweile, dass der Bürger Resident den Entwurf seiner Unternehmungen, um die Weise die Urversammlungen zusammen zu rufen, dem Directorio abgegeben habe.

Sohin wurde der Bürger Kanzler Augu[stini] ersucht, durch einen Brief selben von [dem] Directorio samt seinen Anmerkungen [dem] Directorio abzufordern, damit man nicht länger um kleine Gegenstände grosse Kosten den löblichen Gemeinden aufdrücke.

Der Bürger Perrig beklagte sich unter rührenden, kernhaften, vaterländischen Ausdrücken, dass man sich über geringe, unbedeutende Gegenstände aufhalte und gleichsam mit ihnen spiele; er werde morgen abgehen, etc.

Auf den von dem Bürger Augustini, als einem der Kanzlern abgefassten und dem Directorium übermachten Brief, lief der Entwurf der Unternehmungen des Directoriums ein.

Es wurde ein Komitee bestellt, das mit den Directorii den Entwurf der Unterrichtungen für die Abhaltung der bevorstehenden Urversammlungen reif untersuchen sollte und dieses Komitee wurde durch Stimmen gewählt in den Personen des Bürgers Augustini, des Bürgers Zurbrüggen, der gleich dem Bürger Perrig fünf Stimmen hatte, und in der Person des Bürgers de Rivaz, der nur drei Stimmen hatte; sohin dass die drei löblichen Zehnden Entremont, St. Moritzen und Monthey hinbegehrten wider die Mehrheit. Der Bürger Augustini, als einer der Kanzlern, setzte den Brief an den Bürger Resident folgender Massen auf, und liess ihn von der [Versammlung] censieren.

L'Assemblée nationale provisoire de la République [valaisan]ne au c. résident chargé d'affaires, etc.

L'Assemblée n'a pas une communication officielle. Elle est cependant si pénétrée des sentiments de gratitude qu'elle ne peut tarder un instant, depuis qu'elle vient d'en avoir connaissance, de vous rendre ses plus sincères et plus vives actions de grâce de ce qu'il vous a plu d'assurer le c. directeur Sigristen et les c. président Riedmatten, Perrig et Augustini, que la République valaisanne participera et sera comprise dans toutes les faveurs et avantages que la R. H. en général, ou quelques cantons en particulier, pourraient obtenir.

L'Assemblée, comme elle doit, trouve dans cette assurance une nouvelle et insigne preuve d'une autre antérieure, que vous vous êtes daigné de nous donner, que vous vouliez rendre la République valaisanne aussi heureuse qu'elle est susceptible de l'être ; il ne reste donc en ce moment à l'Assemblée que d'en garder le juste souvenir et la plus vive reconnaissance, et de la transmettre à nos derniers neveux.

L'Assemblée, ayant appris que vous avez reçu une lettre du c. évêque de Sion, vous prie, c. résident, de vouloir lui en concéder la copie, et même votre réponse. La bonne intelligence qui règne entre vous et lui contribuera beaucoup à tranquilliser le peuple et à confondre les malintentionnés qui le travaillent sous le prétexte de la religion, et votre gracieuse déclaration, ci-dessus motivée, rassurera les citoyens les plus méfiants.

Salut et fraternité.

Saint-Maurice, 20 mars 1798.

*Le président de l'Ass. nationale
provis. représentative : Riedmatten.
Le secrétaire : Augustini.*

Es wurde decretiert [dass man die mit ver]schiedenen Negocianten getroffenen Salzpakterien befolgen lasse, damit man dem Untern Wallis eilfertig in ihrer dringenden Not [helfen könne].

Sitzung des 21. Martii 1798

Es wurde darin decretiert:

1° Dass das Regiment Courten in hispanischen Diensten den versprochenen jährlichen Beitrag an die Wallesianische Staats-Börse der zehn löblichen Zehnden unverweilt abgeben solle, und das Directorium sei sohin ersucht, schleunige Vorkehrungen zu machen, damit dieses Geld einlaufe.

2° Die eingelaufenen Briefschaften von Bern und Toggenburg, aus welchen die erste Nachricht der Umschmelzung ihrer bernerischen Staats-Verfassung gab, die zwote, nämlich von Toggenburg, anhielt, in die Helvetische Respublick einverleibt zu werden, sind an das Directorium übermacht worden.

3° Dass ein Warnungs-Brief in alle löblichen Zehnden abgeschickt werde, dass sich niemand unterstehe, sich an jemand zu vergreifen, die National-Versammlung nehme alle und jede Personen und ihr Eigentum unter ihren Schutz, mache die Gemeinden verantwortlich, wenn jemanden was Leids geschehen sollte, sie werde in allem Falle die Verbrecher heraus-begehren und zur verdienten Strafe ziehen.

4° Man ersuche den Bürger de Nucé, dass er sowohl über die Weise als mit was man dem Bürger Mangourit seine Dankbarkeit zuständig und auf eine demselben angenehme Art würde bezeigen können, erörtern [solle und] viele fielen auf den Gedanken, ihm das [- - -] kristalline Stück, so noch in Vispach ist, [zu schenken] und es mit einem seltenen Altert[um] an Silber zu begleiten.

5° Der Bürger Augustini machte der Versammlung kund, dass er samt dem Bürger Zur-Brüggen aus Auftrag des Bürgers Präsidenten Riedmatten zu dem Bürger Mangourit sei abgeordnet worden, um von ihm die Auflösung der Versammlung zu erhalten.

Nachts liess er die Abgesandten vor, und auf die dringenden Vorstellungen willigte er ein, dass der grösste Teil der Abgesandten sich hinterziehen dürften, doch sei es unmassgeblich nötig, dass eine gewisse Anzahl hier bleibe, um so mehr, weil er das französische Directorium einberichtet habe, dass die vorsorgliche National-Versammlung eingessessen sei, und dass in dieser Epoche, da die Rede sei, das Wallis mit der Waadt, Oberland und den welschen Vogteien einzuverleiben, notwendig eine provisorische National-Versammlung dasein müsse.

Es wurde decretiert, dass ein Glied von jedem löblichen Zehnden auf Unkosten der Respublique zu 40 Bz des Tages hier bleiben solle, doch dass sich die dableibenden Glieder können durch andre ablösen lassen.

Der Bürger Augustini stellte dem Bürger Resident vor, wie beruhigend es dem Volke sein würde, wenn es der guten Einverständnisse, die zwischen ihm und dem Bischof herrsche, einberichtet würde, etc., also übergab ihm der Bürger Resident die Abschrift des Briefes des Bischofs an den Bürger Resident und dessen Antwort, die folgendermassen lautet:

[*Publ. dans Doc. II/1, p. 139 (annexe II).*]

Antwort des Residenten Mangourit:

[*Publ. dans Doc. II/1, p. 140 (annexe III).*]

Dann wurde decretiert, dass diese zwei Briefe gedruckt werden sollen.

Der Bürger Chastonay, einstweiliger Director, beehrte die Erlaubnis, wegen dringenden Ursachen, nämlich der bald zu gewartenden Niederkunft seiner Gattin und abzugebenden Richterstelle, sich entfernen zu dürfen. Der Bürger Augustini wird gewählt in dessen Stelle, als Statthalter oder Vice-

Director zu treten, während der dem Bürger Chastonay zugesagten dreiwöchigen Entfernung.

.

[23. März 1798?]

[- -] dann machte der H. General de Nucé die Motion, dass die Postknechte nicht genug fleissig seien, indem sie sich auf der Strasse lange aufhalten; auch sollen die Posthalter bei der Expedition der Briefe niemand ins Zimmer einlassen; wurde beschlossen, dass das Directorium eingeladen werde, diesen zwei Missbräuchen abzuhelpfen.

Ein Mitglied stellte abermalen vor, dass ehemalen die Gemeinde Simplon durch gemeine Werke, nun aber seit 15 Jahren sie auf des Standes Unkosten, die Strasse von unseren Grenzen bis zur Susten von Davedro auf dem piemontesischen Boden 5 Stunden lang erhalten habe, welches er meine, ein Missbrauch zu sein, begehrender, dass das Directorium schleunige und nachdrückliche Massregeln ergreife, um diese Unkosten dem Stande zu ersparen, dieses sei um so nötiger, als die Brücken von Galeschi eine halbe Stunde von Davedro Verfall drohe. Diese Motion ist angelobt worden und ein Schreiben diesfalls dem Directorio übermacht worden.

Sitzung des 24. Merzen [1798]

Ein gestern nach der Sitzung vom vollziehenden dem gesetzgebenden Rat überschicktes Schreiben berichtete, dass der H. Sigristen insoweit hergestellt, dass er seinen Geschäften als Präsident des Vollziehungs-Rats wieder obliegen, nicht aber die Gesandtschaft nach Bern antreten möge; dessentwegen der Herr Augustini (auch Riedmatten und Jacques Quartéry) von dem Directorio dahin geschickt worden. Der H. Leopold de Nucé hat das in seiner Abwesenheit wider ihn im Augsten 1791 getragene Verbannungs- und Ausschluss-Urteil aus dem Regiment von Courten ablesen lassen, welches auf sein Beibegehren hin dem Protokoll einverleibt worden.

Den 25. war keine Sitzung, weil es Sonntag war.

[26. März 1798]

In der Sitzung des 26. Merzen wurde ein Schreiben [verlesen] von H. Resident Mangourit, adressiert an das Directorium, datiert von Bern unterm 3. Germinal dieses Inhalts:

[*Publ. dans Doc. II/1, p. 156 (annexe II) (texte légèrement différent quant à la forme.)*]

Auf diesen Brief hin hat das Directorium folgenden Brief an den H. Resident abzuerlassen nötig erachtet:

[*Publ. dans Doc. II/1, pp. 156-157 (annexe III).*]

[*Suit la proclamation du général Brune aux citoyens de tous les cantons, de Berne, 2 germinal an VI (22 mars 1798). — Publ. dans Stürler, Correspondenz, p. 402.*]

Über diese zwei Schreiben sind für einmal keine weiteren Reflexiones gemacht worden, als die Mitteilung derselben dem Directorio wollen verdruckt haben.

Heute ist der H. Johann Amacker bei dem vorsorglichen Rat in der Stelle des Bürgers Alois Roten für den Zehnden Raron das erste Mal eingessen.

Annexes
Rechtfertigungs-Titel des Bürgers de Nuce

a) Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale du 20 avril 1790.

« M. Léopold de Nuce, capitaine au régiment de Courten suisse, a fait hommage et don patriotique à la Nation de sa pension de 600 livres pour la présente année et pour 1791. Il a juré à la face de la nation de la défendre de tout son pouvoir tant qu'il sera au service de la France, sans déroger aux traités des Suisses avec la France.

» M. le président a répondu :

» La France a droit de compter sur le patriotisme de tout Français ; elle y est encouragée par les preuves qu'elle en reçoit chaque jour. Vous lui prouvez qu'elle a des enfants parmi ses alliés. L'Assemblée nationale apprécie votre hommage autant qu'il le mérite ; elle vous permet d'assister à la séance. »

Collationné et trouvé conforme à la minute du procès-verbal déposé aux Archives de la République française par moi, garde des Archives. En foi de quoi j'ai signé et fait apposer le sceau de dites Archives.

A Paris, le 16 ventôse an VI de la République une et indivisible [6 mars 1798].

L. S.

Camus.

b) Attestation.

Ce jourd'hui, 25 juin 1792, nous, maire et officiers municipaux de la ville, faubourg et banlieue de Saint-Quentin, département de l'Aisne, nous sommes transportés au couvent des Cordeliers où est en quartier un détachement composé d'un capitaine, un lieutenant et 50 hommes du régiment de Courten suisse, pour recevoir le serment prescrit par les décrets de l'Assemblée nationale. M. de Nuce, capitaine, M. de Willa, lieutenant, et les 50 hommes ont prononcé le serment ainsi : « Je jure d'employer les armes remises en mes mains à la défense de la patrie et au maintien de la constitution — autant qu'elle ne sera pas contraire aux privilèges, traités et capitulations de nos très gracieux seigneurs de la république de Valais — contre tous ses ennemis du dedans et du dehors, de mourir plutôt que de souffrir l'invasion des troupes étrangères et de n'obéir qu'aux ordres qui me seront donnés en conséquence des décrets de l'Assemblée nationale. »

De tout quoi a été fait et dressé le présent procès-verbal que MM. de Nuce et Willa ont signé avec nous, le procureur de la commune et le secrétaire greffier, lesdits jour, lieu et heure.

Signé : Léopold de Nuce, capitaine, Willa, lieutenant, Namuroy, Cambronne-Dartois, Wimpy, P. Fouquier, officier municipal, et Fouquier.

Délivré conforme par moi, secrétaire greffier de la commune :
L. S. Fouquier.

(Brigue, Arch. des Geschichtsforschenden Vereins von Oberwallis, litt. A, 195 (I) et 195 (II), deux cahiers in-fol. de 16 et 23 p. dont plusieurs sont restées en blanc ou sont endommagées dans leur partie inférieure. Entièrement de la main d'Augustini, à l'exception des pp. 21 à 23 du second cahier. — Le passage placé entre astérisques avait été biffé.)

2. Sommaire des travaux de l'Assemblée représentative provisoire du Valais, du 26 au 31 mars 1798, par Jean-Joseph Jost, député de Conches, vice-président de l'Assemblée.

Lundi 26 mars 1798

1° Une lettre envoyée du c. résident Mangourit, adressée au Directoire à Saint-Maurice, *sub data* à Vevey, de laquelle j'ai tiré copie.

2° Ce même jour, l'on a donné ordre au comité de Monthey d'admodier les bâtiments, les châteaux, granges et autres édifices avec les biens-fonds appartenant au souverain dans le gouvernement de Monthey.

3° *Quaedam causae juridicae fuerunt propositae.*

Mardi 27 mars 1798

Deux messagers de Berne apportant des *proclama* de la part du général Brune, desquels l'on a déjà reçu un exemplaire quelques jours avant. — N. B. Ce jour, le comité provisoire n'a pas tenu séance.

Mercredi 28 mars 1798

1° Lettre de Bâle avec des imprimés touchant la nouvelle constitution.

2° Lettre de Zurich avec un exemplaire à l'égard de la renonciation de leurs charges.

3° Proposition faite par le c. et major de Bons touchant les déserteurs du Bas-Valais.

4° matin, faite par le même à cause d'une levée des jeunes gens de 20 à 24 ans.

5° Par le même, à l'égard de l'uniforme. Ces trois propositions doivent être envoyées au comité préparatoire pour les discuter.

5° [bis] Plusieurs juges du Haut-Valais ont répondu d'avoir reçu la défense des partages des bourses et biens communs.

6° les trois députés, à savoir MM. de Riedmatten, bourgmestre à Sion, le gouverneur d'Augustini, et Jacques de Quartéry qui ont été envoyés à Berne pour obtenir du c. le général Brune la faveur que notre République puisse être indépendante des autres, sont revenus vers le soir et ont fait relation de ce qui s'est passé.

Jeudi 29 mars 1798

Relatio facta fuit par D. Augustini intuitu expeditionis factae Bernae apud generalem Brune et le résident Mangourit.

Vendredi 30 mars 1798

Avant midi. MM. les députés des VII-Dizains [ont] été occupés à décopier la relation faite par MM. les députés à Berne, savoir le bourgmestre de Riedmatten, gouverneur Augustini et Jacques de Quartéry.

Après-midi. A la maison de ville, l'on a nommé pour président du comité le c. Zurbriggen en place du c. de Riedmatten, et pour secrétaire allemand le c. châtelain Theiler, de Brigue, et pour secrétaire français le c. [Isaac] de Rivaz. *Postmodum quaedam acta judicilia fuerunt proposita.*

Samedi 31 mars 1798

Ante meridiem decopiata fuit epistola magni ponderis concernens relationem factam a D. deputatis reversis de Berna et quae epistola unacum relatione transmittenda est ad desenos.

(AV, fonds Clausen-Perrig, litt. A, n° 31, orig.)

3. Sommaire des décrets de l'Assemblée représentative provisoire de la République du Valais du 16, 17, 18, 19, 20, 21 mars 1798.

[Vendredi 16 mars]

Les députés du Valais oriental et les membres du comité général du Valais occidental se sont, en vertu de l'acceptation provisoire de la constitution, réunis environ les 10 heures et demie du matin, à la grande salle de la maison commune de Saint-Maurice où, après avoir procédé à la nomination du président et des secrétaires, ils ont fait tirer au sort le rang des dizains ainsi qu'il suit : St-Maurice, Viège, Conches, Rarogne, Entremont, Brigue, Sion, Sierre, Monthey, Loèche.

Les députés se sont ensuite déclarés constitués en Assemblée représentative provisoire de la république du Valais. Il a été de là procédé à la nomination du Directoire exécutif. Le dépouillement du scrutin a porté à ces places les c. Sigristen, Chastonay et Charles-Emmanuel de Rivaz.

L'assemblée décrète 1° que tous les partages des bourses et des biens communaux sont suspendus jusqu'à ce qu'il en soit autrement statué par les prochaines assemblées législatives ;

2° que le projet de constitution sera incessamment imprimé en langues française et allemande pour être [remis] au plus tôt aux communes ;

3° le Directoire est chargé de pourvoir à l'approvisionnement nécessaire des sels pour le Valais oriental et occidental ;

4° le Directoire est pareillement chargé de s'occuper des règlements pour les relevés des contingents respectifs des volontaires.

L'Assemblée décrète qu'elle prend sous sa protection immédiate toutes les personnes et les propriétés, qu'elle rend responsables les communes respectives des excès que l'on y commettra sur les unes et sur les autres, et qu'elles seront tenues de l'extradition des coupables sous peine d'exécution militaire ; qu'il restera un député par dizain pour composer la représentation nationale provisoire et que les autres membres pourront se retirer chez eux ; décrète une instruction pour la tenue des assemblées primaires.

Les dizains de Saint-Maurice, Rarogne, Entremont et Loèche nomment chacun un sénateur, les autres six dizains, un membre du Grand Conseil chacun, et enfin Saint-Maurice et Brigue, les deux derniers membres du Grand Conseil.

Chaque dizain du Valais oriental conservera les autorités accoutumées jusqu'à l'établissement des districts ; les dizains de Saint-Maurice et d'Entremont et autres dizains dépourvus de tribunaux supérieurs s'arrangeront pour la formation d'un tribunal d'appel et de causes criminelles d'ici à la convocation de la prochaine assemblée législative et, à défaut, elle en décidera et elle en établira un en cas d'urgence dans l'intervalle. Les appels et les causes criminelles seront déferées à l'assemblée qui y pourvoira.

(Monthey, Arch. comm., F 74, résumé de la main de Pittier (?), secrétaire ; Carrupt, II, pp. 1201-1202, copie.)

DEUXIÈME SECTION

Lois, décrets et instructions de l'Assemblée représentative provisoire, et documents relatifs à leur application

1. Loi qui suspend le partage des bourses publiques et biens communaux, du 17 mars 1798.

L'Assemblée représentative provisoire décrète ce qui suit : Le partage des bourses publiques et des communaux est suspendu jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé par la prochaine assemblée législative.

Riedmatten, président. Zurbriggen, [Du] Fay, secrétaires.

Le Directoire exécutif provisoire ordonne que la loi ci-dessus sera publiée et imprimée suivant l'exigence des cas et exécutée, et qu'elle sera munie de l'ancien sceau de la république de Valais comme sceau provisoire. Fait au Directoire exécutif, [à Saint-Maurice], le 21 mars 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(H, cart. 22, fasc. 1, n° 2, expédition conforme adressée au grand châtelain de Sion ; lettre d'envoi : *ibidem*, n° 3, du 24 mars 1798, orig. ; Salvan, Arch. comm., A 9, copie conforme.)

2. Loi pour la sûreté des personnes et des propriétés, du 21 mars 1798.

Au nom de la République valaisanne, l'Assemblée représentative provisoire décrète à l'unanimité :

Qu'elle prend sous sa protection immédiate tous les citoyens de quelque état et sexe qu'ils soient, de même que toutes les propriétés de quelque espèce et nature qu'elle puissent être, contre tous les excès et actes de violence que les méchants et perturbateurs de la sûreté et tranquillité publique pourraient se permettre ; et pour prévenir plus efficacement toutes voies de fait, elle en rend responsables les communes respectives rière lesquelles il pourrait s'en commettre ou les coupables se réfugier, les déclarant tenues et obligées à l'extradition de ces malfaiteurs, sous peine d'exécution militaire chez elles. Et ceux-ci seront sévèrement punis en leurs corps et leurs biens, selon la nature de leurs forfaits.

Riedmatten, président ; Pittier, Zurbriggen, secrétaires.

Le D. E. provisoire ordonne que la loi ci-dessus sera munie de l'ancien sceau de la république de Valais comme sceau provisoire, imprimée au nombre de cinq cents exemplaires, pour être publiée et affichée et envoyée à tous les

châtelains, majors, et juges de dizains et de communautés, comités centraux et particuliers, et juges de paix, lesquels seront tenus sous leur responsabilité personnelle de la faire exécuter.

Fait au D. E., à Saint-Maurice, le 22 mars 1798.

Sigristen, président ; Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(Rz, cart. 75, fasc. 17, n° 1, placard imprimé (43 × 37 cm) ; AV, coll. d'imprimés non cotés ; Riddes, Arch. comm., F 20 ; etc.).

3. Loi relative à la manifestation et à l'exécution de celle qui suspend le partage des bourses publiques et biens communaux, du 22 mars 1798.

L'Assemblée représentative provisoire considérant qu'il est urgent de faire exécuter le décret porté relativement aux bourses publiques et biens communaux, a décrété ce qui suit :

Art. premier. Les administrations des communes sont déclarées solidairement responsables du partage qui pourrait être fait à l'avenir des bourses publiques et biens communaux.

Art. 2. Sont pareillement déclarés responsables solidaires les individus des communes qui auraient demandé ou favorisé ce partage, ou qui y auraient participé de quelque manière que ce soit.

Art. 3. La prochaine assemblée législative prononcera sur la validité ou la nullité des partages qui ont déjà été faits.

Zurbriggen, président. [P.-L. Du] Fay, Werra, secrétaires.

Le D. E. provisoire ordonne que la loi ci-dessus sera publiée et exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de l'ancienne république de Valais comme sceau provisoire. Fait au D. E., [à Saint-Maurice], le 24 mars 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(H, cart. 22, fasc. 1, n° 2, expédition conforme adressée au grand châtelain de Sion ; lettre d'envoi : *ibidem*, n° 3, en date du 24 mars 1798, orig. ; Salvan, Arch. comm., A 9, copie conforme.)

4. Loi sur les enfants trouvés, du 22 mars 1798.

L'Assemblée représentative provisoire, sur le rapport qui lui a été fait par le président du comité de Leytron qu'il a été trouvé hier dans une écurie de Leytron deux enfants posés dans une hotte et ayant environ vingt-quatre heures de vie, a décrété ce qui suit :

Art. premier. Les enfants trouvés dont il est fait mention ci-dessus seront provisoirement entretenus aux frais de la République jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Art. 2. Le D. E. est chargé de donner des ordres pour l'entretien de ces enfants et pour faire les enquêtes les plus promptes pour découvrir les particuliers qui se sont rendus coupables de cette exposition et subsidiairement du père et de la mère.

Zurbriggen, président. Werra et [Du] Fay, secrétaires.

Le D. E. provisoire ordonne que la loi ci-dessus sera publiée et exécutée et munie de l'ancien sceau de l'Etat de Valais comme sceau provisoire. Fait au D. E. provisoire, [à Saint-Maurice], le 29 mars 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(Rz, cart. 75, fasc. 3, n° 8, orig.)

5. Loi qui confirme les autorités établies, du 26 mars 1798.

Loi qui confirme les autorités constituées du Valais oriental dans leurs fonctions jusqu'à la nouvelle organisation ; néanmoins, ceux des dizains orientaux et occidentaux qui, par les suites de la révolution, seraient dépourvus de tribunaux d'appel et de causes criminelles devront en établir d'ici à la convocation de la prochaine assemblée législative ; à ce défaut, il y sera pourvu par l'Assemblée à laquelle on déférera dans l'intervalle et en cas d'urgence les appels et les causes criminelles pour être par elle délégué des juges pour en connaître.

Zurbriggen, président. [Du] Fay, Werra, secrétaires.

Le D. E. prov. ordonne que la loi ci-dessus sera publiée et exécutée, et munie de l'ancien sceau de la république de Valais comme sceau provisoire.

Fait au D. E. prov., [à Saint-Maurice], le 26 mars 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(Salvan, Arch. comm., A 11, copie conforme.)

6. S.l.n.d. [après le 26 mars 1798]. Projet d'établissement du tribunal d'appel et criminel pour le dizain de Saint-Maurice, à former pour le 10 avril 1798.

Le dizain de Saint-Maurice, en conséquence de l'art. 9 du décret de l'Assemblée représentative, propose la formation suivante pour les tribunaux d'appel et criminels, afin que la justice ne soit point interrompue :

1° Le tribunal d'appellation devra être composé de douze personnes et [d']un secrétaire. Chaque quart de dizain y enverra trois assesseurs, et cette nomination se fera d'ici au 10 avril prochain, afin qu'à cette époque le tribunal soit formé, étant expressément recommandé aux communes de nommer à ces charges des personnes ayant les lumières et la probité requises pour disposer de la vie et des fortunes des individus.

2° Le mandat d'appel devra être demandé au président de la séance, lequel président sera toujours le plus âgé de l'endroit où la cause devra être plaidée, et cet assesseur président devra donner des lettres de convocation qui seront portées à chacun des onze autres assesseurs par la partie appelante.

3° Les sentences civiles se tiendront dans la commune où la cause aura été plaidée en première instance ; le plus ancien d'âge des assesseurs de cet endroit sera le président, et la séance assemblée se nommera un secrétaire.

4° Les parties devront payer, outre les frais de séance, l'itinéraire des assesseurs selon la taxe judiciaire.

5° Les juges de paix ne pourront être élus assesseurs, afin qu'ils ne soient pas dans le cas de donner une seconde fois leur avis dans une cause où ils l'auraient déjà prononcé.

6° Quant aux sentences criminelles, le délinquant ou prévenu sera mis en état d'arrestation dans la commune où il aura été saisi s'il y a des prisons, et à défaut il sera traduit dans la commune la plus voisine où il y en aura, et sera icelle commune obligée d'incarcérer le prévenu.

7° Le président, soit toujours le plus âgé assesseur de la commune où le délinquant sera en arrêt, appellera au plus tôt les assesseurs les plus voisins au nombre de deux avec le secrétaire de sa commune, et ensemble ils procéderont aux enquêtes et interrogats pour découvrir et constater soit le délit, soit l'innocence du prévenu.

8° L'instruction du procès étant faite, l'assesseur président susdit convoquera les assesseurs du dizain pour sentencier.

9° Le secrétaire qui aura assisté aux enquêtes devra faire l'office de procureur fiscal, et à défaut d'être capable, ce sera celui de la commune voisine.

10° Les frais de sentence et autres de justice seront supportés par le délinquant s'il a des biens, et à ce défaut par la commune où le délit aura été commis.

(Salvan, Arch. comm., F 20, projet de la main du notaire [Charles] Chapelet.)

7. Loi qui charge le D. E. de convoquer les assemblées des communes pour l'émission de leur vœu au sujet de la réunion à la République helvétique, du 30 mars 1798.

L'Assemblée représentative provisoire considérant qu'il est urgent de se former un gouvernement stable, a décrété ce qui suit :

Le D. E. sera chargé d'envoyer au plus tôt aux communes des lettres de convocation afin qu'elles puissent être assemblées le mercredi 4 avril prochain et émettre le même jour leur vœu de réunion à la R. H. une et indivisible, ou d'indépendance du peuple valaisan. Il donnera à son messenger l'ordre de prendre en descendant la réponse des dizains depuis Conches jusqu'à Sion inclus, afin qu'elles puissent être remises à la poste pour arriver par le courrier de vendredi. Les communes d'Entremont, de la plaine et du reste du pays feront aussi parvenir les leurs par le même courrier de vendredi avant Pâques. L'ordre de convocation sera accompagné d'une copie de la relation faite par les députés à Berne et d'une lettre en forme d'instruction expliquant les motifs pour et contre ladite réunion.

Zurbriggen, président. Theiler [et Isaac de] Rivaz, secrétaires.

Le D. E. prov. ordonne que la loi ci-dessus sera publiée et exécutée, et munie de l'ancien sceau de la république comme sceau provisoire. Fait au D. E., [à Saint-Maurice], le 30 mars 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(H, cart. 22, fasc. 1, n° 5, expédition conforme de la main de Tousard d'Olbec ; Salvan, Arch. comm., A 10, copie conforme ; Carrupt, II, pp. 1202-1203, copie.)

8. Saint-Maurice, 30 mars 1798. Lettre du c. François-Emmanuel Joris, représentant de la bannière d'Entremont à l'Assemblée représentative prov. à Pierre-Joseph Michellod, président du comité de Bagnes.

Je m'empresse de vous prévenir que le Directoire vous fera passer des dépêches d'ici à mercredi saint contenant la relation des députés près le c. résident et le général Brune, à Berne, avec autres papiers relatifs sur lesquels le peuple de toutes les communes du Valais recevra ordre de délibérer mercredi prochain. En conséquence, je vous avise que vous devez publier dimanche des Rameaux l'assemblée du peuple de vos communes pour le mercredi saint [4 avril], pour délibérer sur des propositions de la plus grande importance. C'est tout ce que j'ai le temps de vous dire dans ce moment. N'oubliez pas de faire publier l'assemblée du peuple pour le jour indiqué.

(Bagnes, Arch. comm., P 608/30, orig. — « Fut publié en Bagnes aux cries du 1^{er} avril 1798 par E. Vaudan, secrétaire. »)

9. Saint-Maurice, 31 mars 1798. Lettre du notaire Ch. Chapelet au comité de la commune de Salvan.

Au moment où je comptais partir pour me rendre auprès de vous, je fus arrêté par le Directoire qui m'occupe sans pouvoir m'en défendre. Voyant donc mon attente et ma promesse encore une fois vaines, je crois à ce défaut devoir également vous envoyer les ordres les plus pressants, qui sont la convocation de l'assemblée de toutes les communes mercredi saint [4 avril], chacune chez elle en ses lieux accoutumés. Voyez la pièce n° 1 que vous publierez demain sans faute pour que tout le monde soit bien averti de s'y rencontrer, et j'espère m'y rendre aussi pour vous donner les renseignements dont je serai capable. Vous lirez aussi l'une des pièces imprimées que vous attacherez par après à l'arbre de liberté, et l'autre, vous la garderez près de votre comité.

Vous publierez en outre la pièce concernant le partage des bourses publiques et biens communaux, et celle touchant la confirmation des autorités constituées et l'établissement des tribunaux d'appel et des causes criminelles dans les dizains qui n'en sont pas pourvus dont vous trouverez un projet offert au dizain de Saint-Maurice dont vous faites partie que j'ai extrait sur une feuille de papier grand sur le bleu pour vous en occuper, que vous pourrez aussi rendre public, soit publier. De tout quoi je vous entretiendrai mercredi prochain et tâcherai de le rendre sensible au peuple.

Vous aurez soin d'envoyer le paquet joint au vôtre sur le moment à son adresse, soit aux Finhauts pour que l'on y puisse aussi publier l'assemblée générale pour mercredi. Enfin, citoyens, je travaille à vous procurer les éclaircissements nécessaires aux circonstances présentes qui sont de la première importance.

(Salvan, Arch. comm., F II 18, orig.)

10. Saint-Maurice, 4 avril 1798. Procès-verbal de l'assemblée de la commune de Saint-Maurice votant sur la réunion du Valais à la R. H.

L'an 1798, le 4 avril, en vertu de la loi de l'Assemblée représentative prov. en date du 30 mars dernier, et des lettres de convocation du D. E. du même jour, la commune de Saint-Maurice a été convoquée par ordre de son comité de surveillance par publication au son de la caisse faite le jour d'hier pour ce jour d'hui, huit heures du matin. Le rappel au son de la caisse pour ladite convocation a été réitéré ce jour d'hui par deux fois avec intervalle, et les citoyens s'étant rassemblés à la maison commune, il été attendu jusqu'à neuf heures sonnées avant de faire l'ouverture de l'assemblée. Elle s'est formée alors sous la présidence du c. Joseph-Antoine Franc, président du comité de Saint-Maurice.

Le président a fait lecture à l'assemblée : 1° de la loi du 30 mars dernier, qui ordonne la convocation des communes à ce jour d'hui pour donner leur vœu sur la réunion du Valais à la R. H. une et indivisible, ou sur l'indépendance du peuple valaisan ; 2° de la relation des députés envoyés par le D. E. à Berne auprès des c. Mangourit, résident de la R. F., et Brune, général en chef de son armée en Suisse, à l'effet d'obtenir par leur entremise l'option entre ces deux déterminations ; 3° de la lettre convocatoire du Directoire dans laquelle il expose aux communes les motifs pour et contre la réunion au Corps helvétique ; 4° de la publication faite par le général Schauenburg, commandant l'armée française en Suisse, d'une réquisition du c. Lecarlier, commissaire du gouvernement français près son armée en Suisse, à l'effet de faire ordonner l'acceptation de la constitution helvétique, conformément au premier projet imprimé en français et en allemand, et publié dans toute la Suisse, sans aucune modification quelconque.

Le président a ensuite invité les membres de l'assemblée qui auraient à parler sur le sujet des délibérations à prendre la parole, et personne ne s'étant présenté, il a invité l'assemblée à donner individuellement son vœu sur la réunion du Valais à la R. H. une et indivisible, ou sur son indépendance conformément à la proposition de l'Assemblée représentative et du Directoire, et à cet effet il a été nommé deux secrétaires : les c. Isaac Rivaz et A.-L.-F. Tousard d'Olbec, et quatre scrutateurs : les c. Dominique Bayol, Joseph Dubetier, Louis-Gaspard Quartéry et René Puy, lesquels s'étant retirés dans une chambre séparée, chaque membre de l'assemblée s'y est présenté et a donné à haute voix son nom et son avis, et l'assemblée s'est trouvée composée des citoyens ci-après :

Jacques Quartéry, Louis-Antoine Quartéry, Joseph Debons, capitaine Joris, major Jacques Debons, Charles Debons, Antoine Gis, Melchior Quartéry, Michel Peney, Charles Camanis, Adrien Dutarte, Jean-Claude Verbois, Hyacinthe Greyloz, Melchior Schmitt, Benjamin Bertrand, Eugène Bioley, Joseph Preux, Jacques Dupré, Gaspard-Ignace Arlettaz, Hyacinthe Mudry, Bonaventure Preux, Louis Dunand, Jean Tisserand, Pierre Favre de Pierre, Claude-François Vionnet, Maurice Dutarte, Jean-Pierre Barman, Jean Sierro, Nicolas Gallay, Jean-François Vuilloud, Louis Preux, Jacques Geoffroy, Joseph Courtelaz, Joseph Gayet, Joseph Gallina, André Command, Joseph Roten, Maurice Trélanche, Joseph-Antoine Barman, Louis Barman, Antoine

Foxa, Maurice Bioley, Claude Bioley, Léopold Denucé, Joseph-Antoine Franc, président, Hyacinthe Denucé, Carlin Denucé, Louis-Gaspard Quartéry, René Puy, Joseph Dubetier, Dominique Bayol, Isaac Rivaz, A.-L.-F. Tousard d'Olbec et François Preux, tous pour la jonction, exceptés Joseph Roten et Joseph-Antoine Barman, lesquels ayant chacun émis leur vœu, le résultat a donné cinquante-deux voix pour la réunion du Valais à la R. H. une et indivisible, et deux pour l'indépendance.

Les secrétaires ont rendu compte de ce résultat à l'assemblée ; il a été affirmé par les scrutateurs, et le président a levé la séance, ordonnant à nous, secrétaires, d'en dresser le présent verbal double, pour l'un d'eux être envoyé au D. E. en exécution de la loi du 30 mars.

Vuilloud, vice-président. [Isaac de] Rivaz [et] Tousard d'Olbec, secrétaires.

(Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, orig.)

11. Loi du 12 avril 1798 et règlement du D. E. du 14 avril 1798, pour l'établissement d'une force armée pour la sûreté des personnes et des propriétés.

Sur la réquisition faite par le c. Mangourit, résident de la R. F., pour qu'il fût fait justice des violences particulières dont il lui a été porté plainte, et sur le rapport de mauvais traitements qui auraient été faits dans diverses communes à des personnes même constituées en autorité ;

après avoir pourvu aux informations sur les faits particuliers et à ce que justice fût faite ;

après avoir pris les mesures nécessaires pour que les dizains soient informés que des désordres de cette nature pourraient attirer le fléau de la guerre dans le pays ;

voulant réprimer toute espèce de voie de fait et les prévenir à l'avenir, L'Assemblée représentative prov. a arrêté ce qui suit :

Il sera établi dans chaque chef-lieu de dizain une force armée pour s'emparer sur-le-champ et conduire dans une chambre d'arrêt qui y sera assignée tout querelleur et perturbateur du repos public.

Le Directoire est chargé de bien peser les circonstances où se trouve la patrie et d'aviser aux meilleurs moyens d'écarter d'elle toute espèce de danger et d'assurer son repos et sa tranquillité.

(Extrait du message de l'Assemblée du 12 avril 1798 au D. E. portant diverses lois.)

Le D. E. prov. ordonne que la loi ci-dessus sera munie de l'ancien sceau de la république de Valais comme sceau provisoire et pour son exécution a arrêté le règlement ci-après :

Règlement du Directoire exécutif.

Article premier. Il sera établi dans chaque dizain une force armée de vingt-cinq hommes, composée par chaque commune à rate d'égance.

Art. 2. Les conseils de dizain, les comités centraux, ou ceux qui seront commis à cet effet par le Directoire dans les dizains qui n'ont pas d'autorité

centrale, sont chargés de placer cette force armée et d'en disposer pour l'exécution des lois relatives à la sûreté publique.

Art. 3. Cette force armée sera, ou rassemblée dans un seul lieu, ou distribuée dans diverses communes, ainsi qu'il sera jugé convenable par les autorités ci-dessus désignées, et pourra être déplacée suivant leurs ordres.

Art. 4. Dans les lieux où cette force armée sera placée, en tout ou en partie, elle prêtera main-forte aux autorités constituées du lieu sitôt qu'elle en sera requise par elles.

Art. 5. En cas urgent, les autorités constituées d'une commune pourront requérir les portions de la force armée qui seraient distribuées dans les communes voisines de se réunir pour leur prêter main-forte sans attendre l'autorisation des autorités ci-dessus déléguées.

Art. 6. En outre de cette force armée, tous les citoyens sont tenus de se rendre à la réquisition des autorités constituées pour protéger la tranquillité publique et maintenir l'exécution des lois.

Art. 7. Toutes les autorités constituées, les communes et les particuliers sont rappelés spécialement à l'obéissance à la loi du 21 mars dernier pour la sûreté des personnes et des propriétés.

La loi et le règlement ci-dessus seront imprimés, publiés et affichés partout où besoin sera, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au D. E., [à Saint-Maurice], le 14 avril 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(AV, fonds du Vieux-Monthey, n° 275, expédition ; H, cart. 22, fasc. 1, n° 6, copie ; etc.)

12. Décret du 12 [?] avril 1798 de l'Assemblée représentative prov. sur la manière de réunir et tenir les assemblées primaires en Valais.

L'Assemblée représentative prov., ayant entendu le rapport de son comité, a décrété ce qui suit :

Instruction sur la manière de réunir et tenir les assemblées primaires en Valais.

Article premier. Les assemblées primaires auront lieu dans toutes les communes du Valais le 22 du présent mois d'avril, à huit heures du matin. Le c. évêque de Sion est invité d'ordonner à tous les curés de son diocèse de commencer l'office dudit jour assez à temps pour qu'il puisse être fini avant huit heures.

Art. 2. Aucun ecclésiastique de cette classe qu'il sera ne pourra assister aux assemblées primaires ni s'immiscer par aucune voie quelconque à ce qui y a rapport, ainsi qu'à toute autre question politique.

Art. 3. Les conseils des communes fixeront au moins deux jours d'avance les lieux où devront se tenir leurs assemblées primaires respectives ; elles décideront si ce sera en rase campagne ou dans un édifice capable de contenir le nombre de leurs votants.

Art. 4. Pour déterminer la marche des votants excédant le nombre de cent fixé pour la nomination d'un électeur, on commencera par les extrémités

d'un dizain et se rapprochera du centre ou chef-lieu du dizain. Les susdits votants excédants se transporteront dans la commune la plus voisine et seront tenus les plus jeunes de commencer où il y aura un nombre excédant celui de cent, de se joindre à la commune la plus voisine, et si les distances le commandent, ils s'y rendront dès le 21. Il est entendu qu'aucun individu qui n'aurait pas vingt ans accomplis et les qualités requises dans l'article 5 ne peut assister à aucune assemblée primaire, par conséquent tout homme au-dessous de vingt ans, toutes personnes de sexe en sont exclus.

Art. 5. Seront membres ou votants aux assemblées primaires :

- 1° les bourgeois ou communiens des villes, bourgs ou villages ;
- 2° les habitants ayant droit de manence perpétuelle, c'est-à-dire les habitants qui ont été reçus pour eux et leurs descendants ;
- 3° les tolérés nés dans le pays ;
- 4° les étrangers qui, ayant résidé dans le pays pendant vingt ans consécutifs, y auront exercé un art ou un métier utile.

Art. 6. Seront et sont exclus des assemblées primaires :

- 1° Toutes personnes entachées d'un jugement diffamant ;
- 2° celles qui n'ont pas cinq ans accomplis de domicile dans la commune où ils se trouvent au moment de la réunion des assemblées primaires.

Police des assemblées primaires.

Article premier. Il est défendu de se rendre en arme ou avec un bâton aux assemblées.

Art. 2. Chaque assemblée prendra les précautions les plus utiles et les plus convenables pour qu'elle ne soit composée que d'individus ayant les qualités requises ci-dessus, et pour qu'aucun de ceux qui en sont nantis ne soit exclu ou oublié, pour le maintien du bon ordre, de la tranquillité publique et du respect dû à l'assemblée.

Art. 3. Les assemblées primaires ne pourront s'occuper que de l'acceptation de la constitution helvétique déjà opérée par le vœu de réunion émis le 4 de ce mois, et du choix de leurs électeurs et leurs suppléants. Toute autre discussion ou délibération est nulle.

Art. 4. Tout citoyen légalement convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage est exclu pour vingt ans de toute assemblée primaire et communale, ainsi que de toutes les fonctions publiques.

Opérations des assemblées primaires.

Art. premier. L'assemblée primaire se formera sous la présidence du doyen d'âge ou de celui qu'il aura délégué pour remplir sa place, et le doyen d'âge ou son délégué adjointra à son choix un secrétaire et quatre scrutateurs ou témoins pour recevoir un à un les votes relatifs à la nomination du président, du secrétaire et des quatre scrutateurs ou témoins qui doivent recevoir les votes pour le choix des électeurs. Le bureau ou la table du président, secrétaire et scrutateurs sera placée à une distance suffisante pour [que] les votants, au moment qu'ils s'en approchent pour émettre leur vœu, ne puissent être entendus du reste de l'assemblée.

On proclamera le nouveau président, le secrétaire et les quatre scrutateurs ou témoins.

Ces six nouveaux fonctionnaires iront de suite occuper les places du président d'âge ou son délégué et des cinq collaborateurs qu'il s'était adjoints.

On observera la même forme pour le choix des électeurs auquel on procédera.

Art. 2. Le président préviendra l'assemblée que chaque votant ne peut mettre sur son billet, ou déclarer de vive voix, que le nombre des individus fixé par le nombre des votants de la commune ; que le plus ou le moins rend le vote nul.

Art. 3. La majorité relative décidera, soit pour les électeurs, soit pour leurs suppléants, c'est-à-dire que celui qui aura plus de voix sera le premier électeur et ainsi de suite pour les électeurs ; ceux-ci nommés, celui qui aura le plus de voix sera suppléant du premier électeur.

Art. 4. Chaque assemblée nommera les électeurs et leurs suppléants parmi les votants.

Art. 5. Le D. E. se rendra à Sion le 25 du courant. Il est revêtu du pouvoir de vérifier ceux des électeurs qui seront rendus dans ladite ville, le lendemain 26 et seront tenus les électeurs, avant de pouvoir siéger, de présenter audit Directoire les procès-verbaux de leur nomination dûment signés et certifiés par le président, secrétaire et scrutateurs de leur commune, visés par le président du chef-lieu du dizain ; à ces procès-verbaux sera jointe la liste nominative des votants de la commune, signée et visée comme les procès-verbaux. La vérification du pouvoir faite et constatée par le D. E. prov., les électeurs se réuniront en assemblée et commenceront leurs travaux dès le 27, si faire se peut.

La vérification se fera dans l'ordre que le sort a donné à Saint-Maurice ou par un nouveau, si six dizains le demandent ; le Directoire prendra leurs vœux à ce sujet.

Léopold de Nucé, président. [Fr.-Emm.] Joris [et Fr.-Paul] Bonvin, secrétaires.

(Orsières, Arch. comm., P 249, copie conforme. « Lu au peuple le 22 avril 1798 par le c. avocat Joris. »)

13. Saint-Maurice, 12 avril 1798. Instructions adressées par P.-J. de Riedmatten, représentant, au c. Alphonse Ambuel, grand châtelain de la ville et dizain de Sion.

L'assemblée représentative prov. ayant reconnu l'urgence de la tenue des assemblées primaires a décrété ce qui suit : que chaque juge de dizain convoque dans la semaine prochaine (*dominica in Albis* [15 avril]) une assemblée dans le chef-lieu du dizain, composée d'un ou plusieurs préposés de chaque commune ressortissante du dizain ; ces chefs de commune seront munis de la liste de tous les votants âgés de vingt ans et en sus de leur commune ; la note de l'âge sera ajoutée aux noms des susdits votants et légalisée.

Il sera fait dans cette assemblée l'énumération du nombre des votants et la destination de leur transport d'une commune à l'autre là où il y aura un

déficit ou excès ; les plus jeunes communiers seront obligés à se transporter dans la commune voisine là où le besoin l'exigera.

Cette assemblée s'occupera de plus à s'instruire de la manière à procéder à la formation des assemblées primaires. Cette instruction lui sera donnée par son représentant de la convention provisoire qui sera dissoute pour un temps, afin que chaque membre d'icelle puisse se transporter dans son dizain pour y communiquer les instructions nécessaires, afin que le 22 avril les assemblées primaires puissent avoir lieu simultanément dans toutes les communes de la patrie.

Les juges des dizains calculeront donc pour le jour de la convocation préparatoire le temps qu'il faudra aux préposés instruits pour retourner à leurs paroisses ou communes et convoquer les assemblées pour le 22 du courant.

(AV, 107 Ambuel, n° 7, orig.)

14. Saint-Maurice, 14 avril 1798. Lettre du c. Joris, secrétaire de l'Assemblée représentative prov., au c. banneret Dallèves, président du comité central d'Entremont, à Sembrancher.

L'Assemblée représentative prov., ayant décrété que les assemblées primaires devront se tenir dans toutes les communes du Valais le 22 du courant, a chargé le député de chaque dizain d'écrire au président du comité central de son dizain pour que ce président charge les députés de chaque commune de faire incessamment la liste exacte de tous les citoyens votants de l'âge de vingt ans accomplis et au-dessus suivant la constitution helvétique. Pour que cette liste soit exacte, le juge de paix de chaque commune doit publier demain que tout citoyen âgé de vingt ans accomplis ait à se faire inscrire le jour que le juge de paix fixera de ces premiers jours, et que ceux qui ne sauront pas au juste leur âge aient à se pourvoir de leur extrait baptismal. Je vous charge aussi d'envoyer incontinent par un exprès copie de la présente au c. banneret Duc, de Conthey, qui est de notre dizain, afin qu'il en puisse faire part à la commune de Nendaz, et que ces deux fassent aussitôt ladite liste de citoyens. Il est aussi indispensable de tenir une seule assemblée composée d'un ou deux préposés de chaque et toutes les communes du dizain d'Entremont, vendredi 20 courant, pour y conférer en frères sur la manière à tenir les assemblées primaires, afin qu'elles se tiennent d'une manière uniforme et légale dans toutes les communes. Il est aussi urgent que les préposés de Conthey et Nendaz se trouvent dans l'assemblée du 20 dit, et afin qu'eux ne fassent pas tout le chemin et ceux d'Entremont point, il me paraît juste de fixer cette assemblée à Martigny, qui est à peu près moitié chemin du dizain d'Entremont. Vous recevrez pour l'assemblée du 20 une instruction décrétée par l'Assemblée représentative sur la manière à tenir et former les assemblées primaires. Je me ferai un devoir de me trouver à l'assemblée du 20 pour y expliquer ladite instruction, comme les autres représentants feront pour leur dizain respectif. Il est nécessaire que les préposés se rendent à Martigny déjà le 19, parce qu'il y aura assez de l'ouvrage pour toute la journée du 20. Veuillez, je vous prie, m'écrire dans quelle auberge du Bourg ou de la Ville je vous trouverai à Martigny.

(Orsières, Arch. comm., P 255, copie.)

15. Sembrancher, 14 avril 1798. Lettre du c. Delasoie, secrétaire du comité central d'Entremont, au président d'Orsières [Jean-Nicolas Joris].

Le c. président du comité central [Dallèves] vient, il n'y a qu'un moment, de recevoir la liste dont nous nous empressons d'expédier des copies pour les communes de notre dizain. Veuillez expédier l'exprès après que vous en aurez pris copie pour Liddes et le Bourg [-Saint-Pierre] où il doit communiquer la présente assez tôt pour les criers de demain. Pour qu'il conste de sa diligence, il vous prie de mettre au bas de celle-ci votre vu.

Les communes voudront en même temps lui annoncer au plus tôt si elles sont d'avis de se rendre à Martigny ou non pour l'assemblée du 20, ou si elles jugent à propos de s'en tenir ainsi que l'on en était resté ci-devant.

(Orsières, Arch. comm., P 255, copie.)

16. Saint-Maurice, 14 avril 1798. Adresse du notaire Charles Chapelet au comité de Salvan pour la convocation de l'assemblée primaire appelée à la nomination des électeurs.

Un moment après avoir remis à votre président l'ordre de défense de l'entrée des bêtes à cornes et des porcs venant du Mont-Blanc au pays, porté sous date d'aujourd'hui par arrêté du Directoire à l'exécution duquel vous êtes sérieusement avertis de veiller, j'apprends d'un membre du Directoire que les assemblées primaires doivent commencer de demain en huit, dimanche 22 du courant. J'ai cru devoir vous en aviser promptement pour signifier demain en vos criers à votre peuple que tous les citoyens actifs de l'âge de vingt ans accomplis et au-dessus sont tenus de se rassembler ledit 22 à huit heures du matin sur la place accoutumée, pour procéder d'après les instructions qui vous seront transmises à cet effet, à la nomination des électeurs, du sein desquels sortira toute la magistrature législative.

Il est entendu par citoyen actif le communier, l'habitant perpétuel, l'habitant toléré ayant vingt ans de résidence dans l'endroit, celui qui y est né, l'étranger y établi depuis un certain nombre d'années qui a tenu une conduite irréprochable, qui possède un art ou autre talent quelconque utile à la patrie et qui le fait valoir et qui a des certificats de sa probité qu'il n'aura pas démentie.

Sa Grandeur avisera MM. les curés de son diocèse d'avancer ce jour-là les offices du matin afin que le monde soit prêt à l'heure fixée. Comme le nôtre [Nicolas Pot] et celui de Finhaut [Jean-Pierre Sollier] dépendent de l'Abbaye, je vais de ce pas prier Sa Révérence [Mgr Exquis] de vouloir bien donner des ordres en conséquence auprès de ces deux pasteurs.

C'est ici, mes chers concitoyens, le moment où vous devez faire les plus sérieuses réflexions sur le choix que la religion et l'intérêt commun attendent de vous si vous voulez la conservation de votre culte que les circonstances à-venir pourraient traverser si vous n'élevez pas des colonnes inébranlables pour le soutenir, et l'établissement des lois temporelles analogues à vos mœurs, à vos lieux pour y baser le bon ordre et la tranquillité publique. Tout dépendra

du choix que les peuples feront de leurs électeurs qui, pour travailler à votre bonheur à-venir, devraient avoir des qualités angéliques ; mais comme elles n'appartiennent qu'aux esprits célestes, ne cherchons ici-bas que des citoyens désintéressés, sans ambition, d'un bon jugement, avec des lumières s'il est possible ; des amis, en un mot, de notre religion qui trouve en eux des protecteurs fermes et prudents, de la paix et du peuple. Insinuez avec la plus grande énergie ces sentiments à vos peuples et rassurez-les sur les faux bruits que l'on répand de toute part, qui tendent au découragement et sèment l'alarme et la terreur.

P.-S. Sitôt que je vous aurai fait parvenir les avis instructifs pour et sur qui la nomination peut être donnée, vous ferez rassembler vos quarts chez eux pour y concerter et voir ce que l'on jugera utile.

(Salvan, Arch. comm., F II 21, orig.)

17. Saint-Maurice, 19 avril 1798. Lettre de Léopold de Nuccé, président de l'Assemblée nationale prov. de la république du Valais, à Walpen, représentant du peuple du dizain de Conches.

J'ai l'honneur de vous prévenir, c. représentant, que l'Assemblée nationale prov. résignant ses pouvoirs le 27 de ce mois, il est urgent que vous vous trouviez à Sion la veille au matin pour reprendre, dès le 26, vos fonctions.

(AV, fonds Clausen-Perrig, litt. A, n° 127, orig. a.)

18. Monthey, 22 avril 1798. L'assemblée primaire de la commune de Monthey et Choëx accepte le projet de constitution helvétique et nomme ses trois électeurs et leurs substituts.

L'assemblée primaire des communes de Monthey et de Choëx réunie à la salle de l'hôpital dudit Monthey, le 22 avril 1798, en vertu du décret de l'Assemblée représentative provisoire du Valais, ayant délibéré sur le projet de constitution helvétique qui lui a été présenté, a voté à l'unanimité l'acceptation de ladite constitution. En témoignage de quoi le présent procès-verbal a été signé le jour que dessus par nous président, secrétaire et scrutateurs de l'assemblée.

L'assemblée primaire des communes de Monthey et Choëx réunie à la salle de l'hôpital dudit Monthey, le 22 avril 1798, en vertu du décret de l'Assemblée représentative prov. du Valais ayant procédé à la nomination des trois électeurs qu'elle doit fournir d'après le nombre des 300 citoyens ayant les qualités requises pour voter et inscrits ci-après, les c. Hyacinthe Wuilloud, Jean Claret et Jean-Théodore Devantéry ont été appelés à ces places par la majorité des suffrages, et les c. Pierre-Louis Du Fay, Jean-Michel Ducroix et Adrien Guerraty, ayant eu le plus de voix après eux, sont déclarés leurs suppléants. En témoignage de quoi le présent procès-verbal a été signé le jour que dessus par nous président, secrétaire et scrutateurs de l'assemblée.

Liste des citoyens actifs des communes de Monthey, Choëx et de l'excédent de celle de Troistorrens convoqués pour former l'assemblée primaire...

(Monthey, Arch. comm., F 86, copie incomplète.)

19. Viège, 27 avril 1798. Lettre de la justice de Viège au Conseil provisoire, législatif et exécutif à Sion.

L'information ci-jointe, à vous transmise par un chemin de détour, démontrera pourquoi les électeurs de Viège et le représentant du peuple Schalen ne se sont pas trouvés à l'heure indiquée.

Relation historique des événements politiques dans le dizain de Viège, canton du Valais, depuis le 22 avril.

En conséquence du Conseil ordinaire du dizain du 18 où la liste de tous les votants a paru, les assemblées primaires ont été calculées et le mode de les tenir partout également a été arrêté ; douze assemblées primaires ont été tenues le 22 à huit heures du matin, et les électeurs constitutionnels partout également nommés.

Le 25 de ce mois, à huit heures avant midi, part le c. représentant Schalen afin de se trouver le même soir à Sion, pour assister à l'Assemblée législative prov. en conséquence de la lettre invitatoire du 19 de la part du c. président Léopold de Nucé.

Ce représentant arriva à neuf heures et demie sur son char près du raccard [*grange à blé*] de la croix à la hauteur du pont de Châtillon, où il fut arrêté par une force armée, et interrogé qui il était et où il voulait aller. Il déclarait sa qualité et produisait son pouvoir daté du 5 avril, signé : Casimir Lang, secrétaire, et ladite lettre invitatoire. Ces actes lui furent enlevés et envoyés à Châtillon. Les ayant inutilement attendus pendant 40 minutes, il retournait à Turtig. A peine y avait-il pris un verre de vin, sur le chemin arrivèrent les c. Stockalper, Arnold et Theiler comme électeurs de Brigue, et cinq électeurs de Conches d'en bas sur deux chars. Ledit c. Schalen leur fit part des événements, et après avoir délibéré un peu furent envoyés par devers ladite garde les c. Theiler, Clausen et Schalen, avec ordre de lui dire que les députés de Conches, de Brigue et de Viège demandaient à passer, et que demain les électeurs de Viège passeront aussi, de même encore quelques électeurs de Brigue ; mais ils reçurent une réponse parfaitement négative. Le nombre de la garde s'augmentait, et elle persistait de ne vouloir laisser passer personne. Ils retournèrent jusqu'au cabaret de la Taille en Peckenried, où leurs collègues leur vinrent au rencontre, et tous ensemble retournèrent à la garde et demandèrent par quel ordre ils fermaient le passage. Ils répondirent : par ordre du tiers d'en bas. Une femme criait [- - -].

(AV, fonds René de Preux, en cours de classement, de la main d'Augustini, traduction incomplète.)

20. [Sion], 2 mai 1798. Décret de l'Assemblée représentative prov. votant un don de cent jetons d'or au résident Mangourit.

L'Assemblée nationale pénétrée comme tout le reste de notre chère patrie de la plus vive reconnaissance pour les soins paternels du c. Mangourit, résident de la R. F., envers elle ; ayant dans sa séance du 21 mars décidé qu'il lui serait offert un témoignage durable de nos sentiments et chargé plusieurs de ses membres de s'occuper de la forme du présent, la plus flatteuse et la plus convenable, ce dont ils n'ont pu rendre compte jusqu'à ce jour attendu la séparation de l'Assemblée ; oui le rapport,

L'Assemblée nationale décrète avec acclamation et unanimité ce qui suit :

Il sera offert au c. Mangourit, résident de la R. F. en Valais, une bourse de cent jetons d'or du poids de douze deniers titre de monnaie, portant une [sic] emblème et une inscription ci-après déterminée.

D'un côté, le Valais désigné par un paysage montagneux traversé par le Rhône formera le fond du tableau. Vers les deux tiers du cours du Rhône, sur un pont, on voit une colonne brisée. A la portion tombée tient une chaîne rompue, emblème de l'affranchissement du Bas-Valais. Sur la rive gauche du Rhône, auprès d'un arbre de liberté, est placée une Minerve : d'une main, elle suspend à l'arbre sa lance dont elle ne veut point se servir ; de l'autre, elle présente son bouclier à la Discorde placée sur l'autre rive du Rhône qui s'efforce de pénétrer en Valais et que la tête de Méduse met en fuite. Cet emblème caractérise la prudence, la force et l'éloquence avec laquelle le c. Mangourit a conduit la révolution en Valais, déconcerté et repoussé les agitateurs et assis la liberté sans aucune force étrangère. Sur la droite du tableau, du même côté que Minerve, on voit un autel sur lequel est le chapeau de Guillaume Tell ; au pied de cet autel, deux faisceaux, l'un de sept lances, l'autre de trois, s'inclinant l'un vers l'autre et réunis par un rameau d'olivier, expriment cette affection mutuelle avec laquelle le Haut et le Bas-Valais ont opéré leur réunion sans effort et sans aucune trace d'animosité.

De l'autre côté des jetons, on lira cette inscription :

*A Mangourit
Le Valais
Libre, paisible et reconnaissant.*

La matrice de la gravure de ces jetons sera remise au c. Mangourit. Le Directoire est chargé de chercher un artiste habile pour exécuter ce sujet, et comme incessamment le Directoire doit résigner ses pouvoirs, il transmettra le présent décret à la Chambre administrative et l'invitera à exécuter avec toute la célérité possible et à faire parvenir dans son temps au c. Mangourit ce gage de notre éternel souvenir.

L'Assemblée ordonne que communication du présent décret soit donnée dans le jour au c. Mangourit et qu'expédition d'icelui sur parchemin lui soit présentée avec la bourse.

Le D. E. prov. ordonne que le décret ci-dessus sera muni de l'ancien sceau de la république de Valais, publié et exécuté. Le Directoire, témoin habituel des soins continus du c. Mangourit pour la tranquillité et la prospérité du

peuple valaisan, arrête en outre que deux de ses membres [*Note de Mangourit : « MM. Augustini, actuellement grand bailli, et Sigristen, ci-devant grand bailli, me firent l'honneur de me présenter cet honorable témoignage en personne. »*] se transporteront chez le c. Mangourit pour lui donner la communication du décret de l'Assemblée représentative et lui exprimer la reconnaissance et la vénération dont tous ses membres sont personnellement pénétrés. Fait en D. E., à Sion, le 3 mai 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(H, cart. 22, fasc. 2, n° 1, décret signé de Léopold de Nucé, président, et de Bonvini et Joris, secrétaires, copie a. de Mangourit, « conforme à l'original que j'ai en main, à Paris, le 27 germinal an XII [17 avril 1804] ». — Publ. partiellement dans *Vallesia*, t. XXVII, 1972, pp. 13-18.)

TROISIÈME SECTION

Correspondance de l'Assemblée représentative provisoire avec le Directoire exécutif provisoire

1. Saint-Maurice, 17 mars 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Nous venons vous exprimer nos sentiments sur le choix que vous avez fait de nous pour composer provisoirement le Directoire exécutif. Nous ne pouvons sans doute qu'être flattés de cette marque de confiance de la part des représentants du peuple valaisan ; mais la difficulté des circonstances ne nous laisse éprouver que la crainte de rester au-dessous de leur attente et des fonctions importantes qui nous sont confiées. Nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour justifier cette confiance. Tout citoyen doit à l'intérêt commun le tribut de son zèle et de toutes ses facultés du moment qu'il est appelé. A cet égard, le peuple valaisan peut compter sur notre dévouement et nous en présentons l'assurance à ses représentants.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 3, orig. de la main de Ch.-E. de Rivaz avec s. a. de Sigristen, Chastonay et de Rivaz.)

2. Saint-Maurice, 17 mars 1798. 2^e lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Le D. E. prov. délibérant sur son installation et sur les parties les plus indispensables de son service a considéré que les objets les plus urgents à déterminer étaient :

- 1^o Le choix d'un logement pour le lieu de ses assemblées et son bureau.
- 2^o Le traitement à fixer pour un secrétaire français et un secrétaire allemand qui lui sont nécessaires.
- 3^o Le traitement d'un messenger d'Etat.
- 4^o Les frais habituels du secrétariat.
- 5^o Les frais d'impression qui peuvent être utiles dans ce premier moment pour multiplier plus aisément les instructions qu'on désirerait répandre dans les communes et la connaissance des actes du Corps législatif et du Directoire.

En conséquence, le D. E. invite l'Assemblée :

- 1^o à décider quel serait le logement qui lui paraîtrait convenable et de fixer la somme qui peut être employée à ce sujet ;

2° de décider sur le traitement que le Directoire peut offrir à ses secrétaires ; et comme l'un des directeurs a offert pour le moment de faire les rédactions et traductions en allemand qui seraient nécessaires, le Directoire invite l'Assemblée à déclarer si elle l'autorise à les signer ;

3° de régler le traitement qui pourrait être accordé au messager que le Directoire aura auprès de lui ;

4° de fixer la somme que le Directoire pourra employer pour les frais de bureau et de secrétariat, sauf à rendre compte de son emploi ;

5° de décider si elle autorise le Directoire à faire imprimer les actes de l'Assemblée et les siens, et quels pouvoirs elle lui donne à cet égard.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 4, orig. de la main de Ch.-E. de Rivaz.)

3. Saint-Maurice, 17 mars 1798. 3^e lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Le D. E. prov. ayant appris qu'un des membres de l'Assemblée s'était retiré et que d'autres membres se disposaient de même à retourner chez eux croit qu'il est de son devoir d'exposer combien cette démarche peut être préjudiciable à la chose publique et au bien de la patrie dans une circonstance où l'Assemblée a des délibérations importantes à prendre.

En conséquence, le D. E. invite l'Assemblée à prendre son exposé en considération et à décider dans sa sagesse ce qu'elle jugera plus convenable à cet égard.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 5, orig. de la main de Ch.-E. de Rivaz.)

4. Saint-Maurice, 18 mars 1798. Lettre des représentants du Valais occidental au D. E. valaisan. — Publ. dans *Doc. I*, pp. 158-159.

5. Saint-Maurice, 21 mars 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

L'Assemblée représentative prov. a adressé au Directoire par son message de ce jour plusieurs décrets des 17 et 20 mars courant sur des objets de nature différente renfermés dans un seul et même acte. Par sa lettre, l'Assemblée remet à la diligence du Directoire leur exécution et manifestation suivant l'exigence.

Le Directoire ne peut pas se permettre d'user de la latitude de pouvoir que lui laisse l'Assemblée et d'interpréter son intention particulièrement sur le décret relatif aux bourses publiques. Cet objet est d'une trop grande importance pour qu'il puisse en ordonner.

En conséquence, le Directoire prie l'Assemblée représentative prov. de vouloir bien lui spécifier par un message la conduite qu'il doit tenir quant à la manifestation et à l'exécution de ce décret.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 6, orig.)

6. Saint-Maurice, 22 mars 1798. Lettre d'Augustini, vice-directeur, à Pierre-Jos. de Riedmatten, président de l'Assemblée représentative prov. du Valais.

Je suis chargé de vous faire part que le D. E. vous invite de partir demain matin avec le président directeur et le c. Jacques Quartéry pour Berne. On vous attend par conséquent le plus tôt possible de retour ici. En mon particulier, je saisis cette occasion pour vous présenter les assurances de la haute considération et de la plus sincère amitié avec lesquelles j'ai l'honneur d'être...

(AV, fonds Aug. de Riedmatten, P 138, orig.)

7. Saint-Maurice, 22 mars 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Le Directoire a reçu une pétition du chanoine Terretaz [ci-après, p. 71], procureur du Saint-Bernard, par laquelle il expose que la commune de Riddes lui a demandé de fournir un soldat ; que dans l'ancien régime il n'y a jamais été assujéti ; que s'il était obligé de le fournir, il n'est pas en mesure pour trouver un homme et son équipage, mais qu'il ne refuse pas de compenser cette charge en payant et qu'il sollicite une décision.

Le Directoire a pensé que n'y ayant point de loi à ce sujet, c'était à l'Assemblée représentative à donner son décret sur cette pétition et en conséquence lui remet les pièces en l'invitant à prendre l'objet en considération.

Le Directoire observe à l'Assemblée que dans le cas où elle déciderait que le pétitionnaire serait tenu à fournir un soldat, il serait alors dans le cas des électionnaires invalides pour lesquels il a été fait un règlement par le comité général du Valais occidental, suivi par le Directoire.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 10, orig.)

8. Saint-Maurice, 22 mars 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Par son décret de ce jour l'Assemblée a arrêté qu'il serait envoyé une députation à Berne auprès des c. résident Mangourit et général en chef Brune pour solliciter leurs bons offices afin de conserver à notre Etat sa constitution indépendante. Elle a chargé le Directoire de l'exécution de son décret.

Les directeurs soussignés ont l'honneur de vous exposer qu'ils ont pensé que cette mission ne pouvait être confiée en de meilleures mains que celles du c. Sigristen. Il réunit la confiance de la République entière ; personne ne connaît mieux que lui ses intérêts et ne peut être plus assuré de voir approuvé ce qu'il aura cru nécessaire de faire suivant les circonstances ; mais sa qualité de président du Directoire est un obstacle qui ne peut être levé qu'autant que l'Assemblée approuverait positivement la légation du c. Sigristen et donnerait son autorisation à ce que le Directoire restât de deux membres ou lui donnerait un suppléant pendant son absence.

Le Directoire prie l'Assemblée représentative de prendre cet objet en considération et de lui donner sa réponse.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 11, orig. signé Augustini, directeur suppléant, et de Rivaz.)

9. Saint-Maurice, 23 mars 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

C'est avec douleur que les soussignés sont obligés de vous faire part de l'incommodité survenue cette nuit au c. président du D. E. au point qu'il est impossible qu'il puisse se mettre en route pour Berne comme l'intérêt de la patrie l'aurait exigé et comme il avait été arrêté. Son amour pour la patrie souffre encore plus que son corps de ce contretemps ; ses larmes sincères et touchantes ainsi que les preuves convaincantes qu'il en a donné dans toutes les circonstances et toute sa vie en font la conviction la plus parfaite. Cependant nous pouvons vous donner la douce consolation qu'après avoir employé le secours des médecins Ricou et Bourgeois et les remèdes par eux ordonnés, il se trouve soulagé ; mais le voyage lui est expressément défendu par les médecins, craignant la rechute s'il se mettait en route.

Vous pensez sans doute comme nous que la santé de notre président intéresse trop la chère patrie pour l'exposer.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 12, orig.)

10. Saint-Maurice, 23 mars 1798. Autre lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Quoique le c. président du Directoire soit heureusement soulagé de son accident fâcheux et douloureux au point de pouvoir reprendre ses fonctions, sans être en état de se mettre en route, le Directoire se trouve néanmoins également incomplet. Nous avons cru devoir prendre sur nous de détacher dans ces circonstances urgentes qui ne souffrent aucun retard d'après vos ordres le c. directeur suppléant Augustini pour la députation de Berne et nous invitons l'Assemblée à lui donner un suppléant.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 13, orig.)

11. Saint-Maurice, 26 mars 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Nous avons l'honneur de transmettre à l'Assemblée copie d'une lettre du c. Mangourit, résident de la R. F., parvenue ce matin au Directoire [*Annexe I*], et celle de la réponse qu'il a arrêté de lui adresser [*Annexe II*] sauf l'agrément de l'Assemblée représentative.

Le Directoire a pensé qu'il ne pouvait se dispenser d'agir et de répondre conséquemment aux démarches qu'il a faites directement vis-à-vis du Directoire de la R. F. et que si celui-ci persiste dans sa détermination à l'égard du

Valais, nous devons attendre que la notification nous en soit faite officiellement, afin de faire cesser légalement notre existence en république indépendante que nous n'avons constituée que de l'agrément de la France.

Le Directoire invite l'Assemblée à prendre ces objets en considération et à lui donner son autorisation ou ses observations de manière que la lettre puisse partir par le courrier de demain.

Une lettre du c. Augustini, datée de Vevey du 23 courant, nous donne quelques nouvelles que le Directoire a l'honneur de vous communiquer et qu'il estime n'être que la répétition de celles venues par les papiers publics. En voici l'extrait.

Le c. Ochs a dû paraître à l'Assemblée nationale de Lausanne et y dire que le Directoire de la R. F. demandait l'unité et l'indivisibilité de la R. H.

Le c. Mangourit doit l'avoir vu à Lausanne.

Deux députés de Fribourg venant de Lausanne leur ont dit que le décret de l'unité et indivisibilité était publié officiellement. Nous présumons que c'est seulement l'adresse du général Brune parvenue au Directoire dont il remet aussi copie à l'Assemblée.

Le c. Augustini ajoute : « On dit » qu'on contribuera aux frais à rate de maxe et non par canton.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 14, orig.)

Annexe I. Berne, 3 germinal an VI (23 mars 1798). Lettre de Mangourit au D. E. prov. du Valais. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 156 (annexe II).

Annexe II. Saint-Maurice, 26 mars 1798. Réponse du D. E. prov. du Valais à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 156 (annexe III).

12. Saint-Maurice, 2 avril 1798. Lettre circulaire du D. E. prov. aux dix louables dizains. — Publ. dans *Doc.* III, 3^e section, litt. B, n° 55, p. 53.

13. Saint-Maurice, 9 avril 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Nous n'avons pas encore réuni la totalité des procès-verbaux des assemblées des communes convoquées pour délibérer sur la réunion ou non-réunion à la R. H. une et indivisible. Mais la grande quantité que nous en avons forme une telle pluralité que le vœu presque unanime pour la réunion n'est pas équivoque et le Directoire s'empresse d'en donner connaissance à l'Assemblée, afin qu'elle puisse prendre les mesures qui deviennent nécessaires dans ce changement de circonstances.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 17, orig.)

14. Saint-Maurice, 12 avril 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov. du Valais.

Le D. E. croit devoir vous transmettre ci-joint une lettre du résident Mangourit de la plus grande importance [publ. dans *Doc.* II/2, pp. 87-89].

Vous y lirez quel est le danger où exposent la chère patrie les individus altiers et indiscrets. Les maux seraient incalculables s'il fallait venir à des extrémités dont on serait menacé dans les cas motivés en dite lettre ; peut-être la publicité d'icelle rendra les gens plus circonspects, et une responsabilité à laquelle les contrevenants pourraient d'avance être astreints serait peut-être un moyen de les contenir. Certes, l'Assemblée représentative prov. ne laissera échapper aucun moyen susceptible à contribuer à la tranquillité et au bien de la chère patrie, et le D. E. provisoire s'empressera avec un zèle sincère d'exécuter vos ordres.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

P.-S. Vous êtes invités de faire tenir au D. E. prov. ce message et celui d'hier, dont il n'a [pas] gardé les copies par raison d'empressement et de vitesse.

(Orsières, Arch. comm., P 248, copie endommagée, « lu au peuple d'Orsières, le 22 avril 1798 » ; Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, copie qui porte seule le P.-S.)

15. Saint-Maurice, 13 avril 1798. Lettre du D. E. prov. à l'Assemblée représentative prov.

Nous avons l'honneur de vous notifier officiellement, d'après le dépouillement des procès-verbaux qui ont été adressés au Directoire, soit par les communes individuellement, soit par les dizains en corps, que la réunion du Valais à la R. H. une et indivisible a été votée à la presque unanimité.

Les membres de l'Assemblée sont suffisamment informés qu'une condition essentielle de la réunion est la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité, ce qui a été garanti au Valais au nom de la R. F.

Le Directoire invite l'Assemblée à considérer s'il ne conviendrait pas de publier par un acte formel l'accession du Valais à la R. H. une et indivisible.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 18, orig.)

16. Saint-Maurice, 14 avril 1798. Circulaire du D. E. de la République valaisanne aux c. représentants du peuple et au peuple des dix dizains de ladite République.

Citoyens et frères,

Nous croyons de notre devoir officiel et notre amour de la patrie nous suggère de vous faire cette communication sincère et importante. Veuillez la recevoir comme une preuve de notre bonne volonté et comme hommage de notre respect, gratitude et fraternité.

Nous savons que les membres de l'Assemblée prov., qui a siégé à Saint-Maurice jusqu'au 31 mars dernier, vous ont ponctuellement informés de tout, et ceux de l'Assemblée prov. actuelle vous rendront compte des objets traités du depuis avec une exactitude égale ; nous nous arrêtons donc seulement sur ces objets indiqués par les décrets de l'Assemblée représentative actuelle.

Après le départ des membres de l'Assemblée prov. qui s'étaient retirés le 31 mars proche passé pour aller apprendre votre intention, savoir si vous vouliez vous unir à la R. H. une et indivisible et en être un canton, ou rester une république à part et indépendante mais alliée avec la R. H. pour la défense commune, parvinrent au Directoire prov. deux proclamations du c. commissaire Lecarlier sous une enveloppe et sceau national français, n° 1.

Le Directoire croyait d'y remarquer que l'intention du D. E. de la R. F. était que l'on acceptât le projet de constitution helvétique qui était proposé le premier, et que toutes les dispositions contraires concédées par différents agents de la R. F. y étaient déclarées comme non avenues d'une part, et il considérait de l'autre le passage dans le titre I^{er}, n° 6, dudit projet de constitution de cette teneur (Litt. A) : « La liberté de conscience est illimitée ; la manifestation des opinions religieuses est subordonnée aux sentiments de la concorde et de la paix. Tous les cultes sont permis s'ils ne troublent point l'ordre public et n'affectent aucune domination ou prééminence. La police les surveille et a le droit de s'enquérir des dogmes et des devoirs qu'ils enseignent. Les rapports d'une secte avec une autorité étrangère ne doivent influencer ni sur les affaires politiques, ni sur la prospérité et les lumières du peuple. » C'est pourquoi le Directoire attendait avec impatience le retour de l'Assemblée prov., qui s'était ajournée au 7 avril courant, lesdites proclamations étant entrées trop tard pour qu'elles eussent pu lui être communiquées. Le premier soin du Directoire était de [se] concerter confidentiellement avec les représentants du peuple sur cet objet et de leur exposer circonstanciélement toutes les variations survenues concernant l'intégrité de la religion, afin de rappeler tout le passé à ce sujet, pour édifier le public et pour la justification des représentants provisoires du peuple, et pour la satisfaction du peuple lui-même. Voici l'exposé ; le c. résident Mangourit répandait d'abord le projet de la constitution helvétique que le c. commissaire Lecarlier propose derechef dans ses proclamations, dont on peut voir les copies *sub* n° 1. En conséquence de ce projet, le Valais était destiné d'être une partie intégrante de la R. H. une et indivisible ; mais c'est dans ce projet de construction qu'est contenu le n° 6 ci-dessus cité.

Peu de temps après présentèrent les députés des trois dizains occidentaux une constitution que les représentants desdits trois dizains avaient déjà signée provisoirement sous la réserve de la ratification des communes, et le c. Mangourit fixait aux représentants des sept dizains orientaux quatre jours pour la signer de même ou la refuser.

Tous les députés desdits sept dizains la signèrent provisoirement sous la réserve de la ratification des communes ; mais cette constitution, art. 17, maintient la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité. Afin que vous soyez convaincus de ce, et quelle constitution vos représentants ont signée provisoirement sous la réserve de votre ratification, on fera parvenir

à chaque dizain cinquante exemplaires de ladite constitution, avec un *nota* au bas, que votre accession à la R. H. occasionnera des changements. Et, en effet, d'après ladite constitution, le Valais doit être une république à part et indépendante, et cet article est déjà changé par votre incorporation dans la R. H. que vous venez de prononcer.

En conséquence de cette constitution provisoirement acceptée, l'Assemblée prov. représentative s'est constituée à Saint-Maurice, le 16 mars dernier, et fut reconnue par le c. résident Mangourit.

Par une suite conséquente, le D. E. prov. fut nommé le même jour, reconnu de même par le c. Mangourit par les relations qu'il commença avec lui. On en rendit compte au D. E. de la R. F. et au Corps helvétique, et l'Assemblée prov. décréta l'impression de ladite constitution acceptée provisoirement et sous la réserve de la ratification des communes.

Inopinément entre la proclamation du c. général Brune en vertu de laquelle le Valais, l'Oberland, le Pays de Vaud, les Bailliages italiens et une partie du canton de Fribourg devaient être érigés en République rhodanique, comme on le verra ci, n° 2.

Cet arrêté du c. général Brune n'était pas de durée, car en date du 21 mars proche passé, nous apprîmes par une dépêche officielle du c. Mangourit, datée de Vevey, que le vœu du D. E. de la R. F. était que le Valais accède à la R. H. une et indivisible.

N. B. Cette lettre, ayant été communiquée dans le temps, nous vous invitons à vous en rappeler ici.

L'Assemblée prov. trouvait, d'après ces variations, nécessaire de déléguer des députés à Berne auprès les c. résident Mangourit et le général Brune, afin de solliciter l'indépendance de cette république à teneur de la constitution valaisanne provisoirement signée. La relation des c. députés, qui a été communiquée à tous les dizains, vous aura instruits de leur négociation, et nous vous invitons de l'appliquer ici.

Dans l'intervalle nous fut transmis un projet de constitution helvétique par une dépêche du canton de Bâle, qui annonçait de l'avoir acceptée ; le Valais devait aussi en vertu d'icelle former un canton de la R. H. une et indivisible, mais l'art. 6 y contenu s'exprimait à l'égard de la religion comme suit, traduit : « La liberté de conscience est illimitée. La manifestation des opinions religieuses doit cependant être subordonnée aux sentiments de la paix et de la concorde. Il est libre à chaque canton d'avoir soin pour l'entretien et paiement des cultes religieux qui sont introduits chez lui. »

Après toutes ces variations nous parvint seulement la proclamation du c. commissaire Lecarlier, ainsi qu'il a été dit plus haut, et en conséquence d'icelle il est question d'accepter la constitution qui a été répandue la première et dans laquelle est contenu l'article 6 cité plus haut, *sub* litt. a.

De ce narré sincère, vous aurez appris que vos représentants n'ont aucune part aux variations survenues de la part des différents agents de la R. F. et qu'ils n'ont accepté qu'une seule constitution provisoirement et sous la réserve de votre ratification, qui garantissait la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité.

Cependant, quoique la constitution proposée par le c. commissaire Lecarlier laisse des doutes dans le numéro 6, on doit également espérer que

notre sainte religion sera conservée dans notre chère patrie dans toute sa pureté. Le c. résident Mangourit n'a pas seulement garanti notre religion déjà dans sa lettre du 20 février passé, adressée au comité général des trois dizains occidentaux, mais il en a de plus voulu la plus grande publicité, et y assura de l'avoir communiquée aux c. général Brune et résidents en Suisse [Mengaude] et à Genève [Desportes], soit rapport à la copie ci-jointe, n° 3.

Même dans le projet de la constitution valaisanne, le c. résident Mangourit garantit l'intégrité de la religion catholique, apostolique et romaine, et la confirme indirectement en reconnaissant l'Assemblée prov. qui s'est constituée en conséquence de cette dite constitution.

Les députés nombreux des sept dizains supérieurs qui ont eu l'honneur de faire leur visite, le 16 mars, au c. résident, se rappelleront avec quelle satisfaction il leur parlait de la religion.

Pareillement à l'évêque de Sion qui, dans des vues religieuses, écrivit au c. résident, il donna une réponse consolante.

N. B. La lettre de l'évêque et la réponse du c. résident Mangourit ont été communiquées aux c. représentants des dix dizains.

Afin de prendre toutes les précautions possibles, et en conséquence de la résolution unanime tant des membres de l'Assemblée prov. que du Directoire, qui ont mûrement pesé entre eux cet objet important, le Directoire prov. s'est adressé au c. résident Mangourit pour effectuer une nouvelle assurance officielle à cet égard. On lui exposait les assurances qu'il en a donné et les conséquences, ainsi que vous les lirez dans la copie ci-joint, n° 4.

Si nous remarquons que le canton de Soleure, qui est aussi catholique, nous fait part par sa lettre du 31 mars passé qu'il a accepté la constitution ; si nous considérons qu'en vertu de la nouvelle constitution, 14 cantons à peu près se trouvent catholiques, qui certainement feront leur possible pour conserver la religion, nous sentons une consolation que nous ne voulons vous cacher, puisque cela peut tranquilliser en attendant la réponse du c. résident Mangourit à notre lettre n° 4.

Non seulement d'après le décret de l'Assemblée prov., mais aussi par un mouvement de l'amour de la patrie, nous vous transmettons la copie de sa lettre, que nous venons de recevoir du c. résident Mangourit à l'occasion d'une injure faite au prêtre Ribordy [publ. dans *Doc.* II/2, p. 89] par le directeur, fermier et la servante de Géronde par rapport à la plantation de l'arbre de la liberté, comme dit la lettre ci-joint en copie *sub* n° 5 à laquelle soit rapport.

Le Directoire prévoyait les suites auxquelles la chère patrie pourrait être exposée puisqu'il y est parlé de 35 000 hommes de troupes françaises ; il faisait donc immédiatement passer ladite lettre à l'Assemblée prov. par le message n° 6.

L'Assemblée prov. trouvait, dans ces circonstances critiques, nécessaire d'ordonner que le Directoire fasse faire les enquêtes les plus exactes et punir en cas les coupables ; et afin d'obvier à de pareils égarements à l'avenir, elle décréta d'établir une force armée dans chaque dizain, pour s'emparer sur-le-champ et conduire dans une chambre d'arrêt, qui y sera assignée, tout querelleur et perturbateur du repos public ; et cela d'autant plus que l'Assemblée avait appris qu'à Chamoson, Sembrancher, Orsières, des particuliers s'étaient oubliés au point de menacer et même maltraiter des membres des comités. N° 7.

Citoyens et frères, notre amour de la patrie arrache à nos cœurs bien intentionnés les observations suivantes.

On nous dit que quatre compagnies françaises reviennent au château de Chillon. Le c. résident Mangourit avertit les perturbateurs du repos public, aussi nombreux et insolents qu'ils soient, et il annonce des troupes prêtes à marcher. Si vous ne savez pas quels sont les effets ordinaires de la guerre, allez voir les monceaux sous lesquels sont entassés les corps des guerriers tués ; visitez les chalets brûlés ou pillés de vos prochains ; entendez les veuves inconsolables, les enfants qui ont perdu leurs pères, les pères surannés pleurer leurs fils, les bâtons de leur vieillesse ; prêtez l'oreille à la voix plaintive des citoyens pâles comme la mort qui, dans un instant, de propriétaires aisés qu'ils étaient, furent faits des êtres déplorables, manquant de pain ; écoutez le hurlement de vos frères, qui sort du fond des cachots, et celui des filles déshonorées ; voyez les pleurs des ministres errants des autels, et vous vous lèverez, vous rendrez responsables les méchants dont les égarements provoquent les forces étrangères, dont l'insolence est trop grande pour prendre exemple et tirer parti des erreurs de ses frères.

C'est pourquoi, afin de prévenir les maux pendant qu'il en est encore temps, et afin que personne ne puisse avec le temps reprocher aux représentants du peuple une indolence ou imprévoyance, l'Assemblée a cru devoir porter la loi n° 7 et le Directoire était par conséquent obligé d'arrêter le règlement n° 8. Que le Dieu de la paix veuille bénir cet ouvrage bien intentionné, et les perturbateurs du repos public deviendront des enfants de douceur et de fraternité.

Nous venons encore de recevoir des ordres de l'Assemblée prov. de vous transmettre les copies de deux lettres du c. résident Mangourit, et d'une du D. E. de la R. F., n° 9.

Vous remarquerez dans les premières combien le c. Mangourit vous exhorte de ne pas différer la députation à Aarau, et dans celle du Directoire, qu'il s'empresse d'effectuer votre accession à la R. H. une et indivisible.

Dans ce moment, nous venons de recevoir le décret que l'Assemblée prov. représentative a porté concernant la mode de tenir les assemblées primaires, et nous ne voulons pas tarder une minute de vous faire passer la copie, n° 10.

Pas seulement le conseil du c. résident Mangourit que vous aurez dans sa lettre, n° 9, mais votre propre prudence vous convaincra combien cet objet est important, et combien il est nécessaire d'exécuter de décret mémorable.

Ne vous impatientez pas par rapport à ces mesures nécessitées par le temps et les circonstances ; le Directoire prov. de son côté emploiera sans cesse toutes ses forces pour contribuer à la conservation la plus parfaite de la sainte religion de ses vertueux pères, au bien, et à l'honneur de la chère patrie, pour introduire la félicité que donne la paix, et pour donner des preuves convaincantes qu'il sent la force, le sens et le prix réel du salut et du respect.

Sigristen, président du Directoire.

(Orsières, Arch. comm., P 256, expédition pour Orsières ; « Lu au peuple ce 22 avril 1798 par J.-N. Joris, président et juge de paix à Orsières ». Les pièces dites « ci-jointes » et numérotées ne figurent pas toutes dans le dossier. — Monthey, Arch. comm., F 82, expédition pour Monthey.)

QUATRIÈME SECTION

Documents relatifs aux relations des autorités constituées du Valais avec les autorités civiles et militaires françaises

1. Berne, 29 ventôse an VI (19 mars 1798). Lettre du général Brune aux autorités actuelles du Haut et du Bas-Valais. — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, p. 391.
2. Berne, 29 ventôse an VI (19 mars 1798). Le général Brune aux autorités de Saint-Maurice (envoi du règlement pour la Rhodanie). — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, pp. 391-394.
3. Saint-Maurice, 19 mars 1798. Lettre du D. E. prov. du Valais à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 144-145 (annexe I).
4. Saint-Maurice, 20 mars 1798. Adresse du D. E. prov de la Rép. valaisanne au D. E. de la R. F. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 10-11 (annexe I).
5. Saint-Maurice, 30 ventôse an VI (20 mars 1798). Mémoire de Tousard d'Olbec, secrétaire du D. E. provisoire, remis à Mangourit et envoyé au D. E. de la R. F. — Publ. dans *Doc. II/2*, pp. 14-24 (annexe II).
6. Saint-Maurice, 20 mars 1798. Lettre du D. E. de la République valaisanne au D. E. de la R. F. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 145-146 (annexe I).
7. Vevey, 1^{er} germinal an VI (21 mars 1798). Lettre de Mangourit à la Représentation nationale provisoire du Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 156 (annexe I).
8. Berne, 2 germinal an VI (22 mars 1798). Lettre du général Brune, commandant en chef l'armée française en Helvétie, aux citoyens de tous les cantons. — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, p. 402, n° 244 ; Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 14, copie.

9. Berne, 3 germinal an VI (23 mars 1798). Lettre du général Brune « au gouvernement actuel du Valais ». — Publ. dans Stürler, *Correspondenz*, p. 405, n° 248 ; Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 1, copie.

10. Berne, 3 germinal an VI (23 mars 1798). Lettre de Mangourit au D. E. prov. du Valais. — Publ. dans *Doc. II/1*, p. 156 (annexe II).

11. Saint-Maurice, 26 mars 1798. Réponse du D. E. prov. du Valais à Mangourit. — Publ. dans *Doc. II/1*, pp. 156-157 (annexe III).

12. Saint-Maurice, 29 mars 1798. Relation de la députation valaisanne auprès des c. Mangourit, résident de la R. F. près celle de Valais, et général Brune, à Berne.

L'Assemblée provisoire représentative de la République valaisanne ayant appris que le D. E. de la R. F. avait laissé l'option à celle du Valais, ou de s'ériger en république indépendante, alliée à la R. H. pour la défense commune, ou de faire partie intégrante et un des cantons de ladite R. H., ainsi que le projet de constitution en fait mention ; ayant depuis reçu non sans étonnement des imprimés de la proclamation du général Brune en conséquence de laquelle le Valais devait être incorporé avec le pays de Vaud et autres dans une république à part sous le nom de Rhodanie, et ayant enfin reçu une dépêche officielle du c. Mangourit datée de Vevey, du [21] mars courant, par laquelle il instruisait le Directoire de notre République que celui de la R. F. était revenu à son premier sentiment, de ne faire de toute la Suisse qu'une seule république une et indivisible, a cru devoir décréter une députation par devers les c. Mangourit parti pour Berne et le c. général Brune, à l'effet d'obtenir par leur canal la continuation de la faveur de l'alternative accordée.

Le Directoire valaisan, informé de cette résolution de l'Assemblée pour s'y conformer, a fait choix des c. Riedmatten, président, Augustini, directeur suppléant, et Jacques Quartéry, membre de l'Assemblée, et les a délégués à Berne pour remplir cet objet.

La députation partit de suite le 24 du courant, à onze heures du matin, et arriva à Berne, le 25 du même, à une heure après midi. Elle eut audience du c. Mangourit le même jour, à sept heures du soir, et fut présentée peu après au général Brune par le même c. Mangourit. Le président de la députation, c. Riedmatten, fit au général Brune un compliment analogue aux circonstances et finit par exposer brièvement l'objet de la mission et les motifs, en lui recommandant très instamment les intérêts de la chère patrie [*Annexe*]. Le général répliqua avec affabilité et s'étendit sur l'éloge de la République valaisanne ; mais il représenta qu'il ne croyait pas qu'il fût avantageux à la République valaisanne de rester isolée ; qu'un rayon isolé serait trop faible s'il ne tenait à son centre ; que le motif d'insuffisance de ressources pour salarier la multiplicité des emplois serait levé pour les cantons moins riches en

ressources par des contributions proportionnées à leurs facultés respectives, et que le salaire des députés à l'Assemblée nationale de la R. H. serait payé de la caisse générale de cette république ; que si, nonobstant cela, le Valais était absolument intentionné de rester république indépendante, la députation pourrait s'adresser au Directoire de la R. F. et continuer sa route sur Paris ; que la députation n'avait qu'à délibérer là-dessus. Le général finit par inviter la députation à son déjeuner du lendemain pour dix heures et à son dîner pour quatre heures.

La députation a délibéré sur le parti qu'elle devait prendre et a considéré :

1° qu'un des motifs principaux, c'est-à-dire celui des frais énormes qu'on craignait d'être obligés de supporter, si l'on devait envoyer des députés nombreux hors du territoire, venait d'être levé par l'assurance que le général Brune venait de donner à cet égard ;

2° que ne connaissant pas quelle était la volonté du peuple valaisan, et qu'il restait à savoir s'il préférerait d'être constitué en une république indépendante séparément, ou de s'incorporer à une république une et indivisible avec les autres cantons suisses, la députation n'oserait hasarder un voyage très dispendieux pour Paris, d'autant plus que ses démarches pourraient être désavouées par la république du Valais ;

3° qu'en restant partie intégrante de la R. H. on ne pourrait en tout cas courir d'autres ni plus de dangers qu'elle, que l'on participerait dans le cas aussi des faveurs qu'elle pourrait se procurer dans la suite ;

4° qu'en ne pouvant prévoir les événements, la députation pourrait d'autant plus s'exposer si la suite démontrait qu'elle s'est trompée dans sa façon de voir et dans sa négociation, à quoi elle ne devait s'exposer sans les ordres précis des commettants et surtout puisque à l'assurance du général Brune à l'égard des frais, les affaires étaient considérablement changées depuis le départ de la députation.

C'est pourquoi la députation, s'étant rendue le 26 mars, à huit heures et demie à l'audience du c. résident Mangourit, lui exposa toutes ces réflexions, qui les a aussi, de son côté, trouvées justes.

Le c. Mangourit rendit en même temps compte à la députation du contenu des derniers ordres du Directoire de France dont on avait déjà eu communication, en ajoutant que le c. Lecarlier, habile à organiser, venait de partir de Paris pour Berne ; qu'il devait lui porter des instructions ultérieures dont il ignorait le contenu.

Enfin, le résultat des conférences tenues avec le général Brune et le c. résident consistait que la députation valaisanne se retirerait par devers le Directoire valaisan, lui rendrait compte de l'état des choses pour que le peuple valaisan puisse être consulté sur son vœu d'être une république indépendante alliée avec la R. H. pour la défense commune, ou de faire partie intégrante de la R. H., et qu'en attendant le Directoire valaisan pourra correspondre avec le c. Mangourit par le moyen des ordonnances qui sont à Saint-Maurice à ses ordres. En conséquence, le c. résident a remis à la députation valaisanne un ordre par écrit auxdites ordonnances afin qu'elles obéissent au Directoire valaisan comme si le c. résident le leur ordonnait. La députation prit congé du c. résident qui lui témoigna beaucoup de considération et d'attachement, et

partit de Berne le 26 mars à une heure après midi pour se retirer dans sa patrie.

Autour de quatre heures du soir du même jour, les députés voyageurs passèrent dans le village de Neueneegg et sur le champ de bataille où un grand nombre d'hommes a péri dans l'action. La députation a vu l'état triste et misérable du village qui a été pillé et les monceaux qui renfermaient les cadavres des tués. D'après quoi et d'après les contributions qui sont dictées aux gouvernements qui se sont opposés aux armées françaises, d'après les traitements que souffraient ces gouvernements, doit-on douter que la modération n'ait pas été l'option la plus sage et la plus proportionnée aux circonstances et la plus favorable pour la chère patrie ?

Donné à Saint-Maurice, ce 29 mars 1798, sous la signature des c. députés Riedmatten, président ; Augustini, vice-directeur.

(H, cart. 22, fasc. 5, n° 7, orig. de la main de P.-J. de Riedmatten ; Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 15, copie incomplète de la main d'Isaac de Rivaz, qui fixe la date du départ de la députation au 24 mars ; Nendaz, Arch. comm., P 105, copie ; Monthey, Arch. comm., F 80, copie ; Carrupt, II, pp. 1204-1207, copie ; etc. ; extrait dans Salamin, pp. 16-17.)

Annexe. Berne, 25 mars 1798. Compliment adressé au général Brune par Pierre-Joseph de Riedmatten, président de la députation valaisanne.

Citoyen général,

Une députation de la Rhodanie proprement dite a l'honneur de se présenter devant le restaurateur de la liberté helvétique pour déposer au sein de sa gloire le tribut d'admiration et l'hommage dus à sa modération, à sa modestie bien plus qu'à ses lauriers qui nous ont coûté des larmes sur le sacrifice peut-être imprudent, aveugle, mais assurément glorieux, que tant de braves citoyens indigènes ont fait de leur sang qu'ils ont cru devoir verser pour la patrie ; puisse au moins ce sang être aussi salutaire à leur prospérité qu'il est honorable à leurs mânes ; puisse ce sang être le dernier versé entre les deux nations, et puisse l'arbre de la liberté associé à ce précieux sang ne porter que des fruits désirables pour le bonheur commun des deux nations ! Tel est, nous nous en persuadons, le vœu du général Brune ; telle est l'intention de la R. F.

Cette République mère, du moment qu'elle avait résolu de transmettre à ses voisins sa forme de gouvernement, a fait choix du c. Mangourit pour secondar ses intentions dans la Rhodanie, et nous vous invitons, c. général, de transmettre à votre gouvernement notre reconnaissance pour ce choix. Le c. Mangourit n'a cessé de nous donner des preuves convaincantes de la bienveillance de son gouvernement envers notre République. Le calme, l'ordre, la tranquillité n'ont point été intervertis par le mouvement révolutionnaire ; il a obtenu du D. E., et c'est une faveur insigne pour notre peuple, la conservation de notre religion dans son intégrité et du culte dans sa vigueur ; il a obtenu que notre République aurait le choix, ou de s'incorporer à l'Helvétie, ou de rester République indépendante alliée cependant aux 21 cantons ; il

paraît depuis que des raisons politiques l'ont engagé de revenir à son premier plan, qui nous oblige de faire partie intégrante avec l'Helvétie. L'Assemblée représentative provisoire nous a donc députés ici par devers le c. Mangourit pour obtenir, s'il était possible, de concert avec vous, c. général, la conservation de ce privilège de l'alternative, ou plutôt de l'indépendance qu'elle croit devoir adopter à raison des facultés de notre République qui ne lui permettent pas de supporter les frais que cette incorporation exige, et désire que la R. F. veuille bien continuer à la nôtre la bienveillance particulière que nous ne cesserons de mériter partout et en tout ce qui pourra convaincre la grande République de notre amitié sincère et constante.

(AV, fonds René de Preux, en cours de classement, orig.)

13. Berne, 15 germinal an VI (4 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. prov. de la république du Valais. — Publ. dans *Doc.* II/2, pp. 87-89.

14. Berne, 18 germinal an VI (7 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. de la République valaisanne. — Publ. dans *Doc.* II/2, p. 89.

15. Paris, 18 germinal an VI (7 avril 1798). Lettre du c. Merlin, président du D. E. de la R. F. au D. E. provisoire de la République valaisanne, à Saint-Maurice.

Nous avons appris avec une véritable satisfaction par votre dépêche du 30 mars 1798 (v. st.) les démarches que vous venez de faire pour engager les communes valaisannes à émettre leur vœu sur leur incorporation à la République helvétique.

Nous ne voyons dans cette incorporation que des avantages réels pour vos concitoyens, et nous sommes persuadés que des préjugés funestes à leur repos et à leur prospérité pourraient seuls les en détourner. Puissent-ils en ce moment faire de leur souveraineté l'usage que leur suggèrent leurs véritables intérêts !

(Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 4, copie ; Orsières, Arch. comm., P 253, copie ; Monthey, Arch. comm., F 83, copie.)

16. Saint-Maurice, 10 avril 1798. Lettre du D. E. prov. du Valais à Mangourit. — Publ. dans *Doc.* II/2, pp. 89-90.

17. Berne, 22 germinal an VI (11 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. prov. du Valais. — Publ. dans *Doc.* II/2, pp. 90-91.

18. Berne, 24 germinal an VI (13 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. prov. du Valais. — Publ. dans *Doc.* II/1, p. 162 (annexe I).

19. Aarau, 26 germinal an VI (15 avril 1798). Lettre de Mangourit « aux c. directeurs prov. du Valais ». — Publ. dans *Doc.* II/2, p. 91.

20. Saint-Maurice, 16 avril 1798. Lettre du D. E. prov. du Valais au D. E. de la R. F. — Publ. dans *Doc.* II/1, pp. 164-165.

21. Berne, 2 floréal an VI (21 avril 1798). Lettre de Mangourit au D. E. prov. de la République valaisanne. — Publ. dans *Doc.* II/2, p. 92.

22. Saint-Maurice, 17 floréal an VI (6 mai 1798). Lettre de Mangourit au comité central de Monthey. — Publ. dans *Doc.* II/2, p. 93.

CINQUIÈME SECTION

Arrêtés, règlements, proclamations, adresses, circulaires du Directoire exécutif provisoire, et documents relatifs à leur application

1. Arrêté du D. E. prov. du Valais relativement à la troupe auxiliaire fournie aux quatre mandements d'Aigle, du 20 mars 1798.

Sur la pétition faite au Directoire par diverses communes du Valais occidental tendant à ce qu'il leur fût accordé la faculté de relever les hommes qu'ils ont fournis pour leur contingent dans la troupe auxiliaire accordée aux quatre mandements d'Aigle, et après avoir pris connaissance des mesures précédemment prises à l'égard de cette troupe par le comité général du Valais occidental, le D. E. provisoire du Valais a arrêté ce qui suit :

1° Les communes du Valais occidental auront dès ce moment la faculté de relever, en partie ou en totalité, les hommes de leur contingent dans la troupe auxiliaire fournie aux quatre mandements d'Aigle.

2° Les communes ne pourront relever que la quantité d'hommes pour laquelle elles devraient entrer dans le contingent à rate d'égance suivant le régime électionnaire.

3° Les hommes de remplacement seront armés, équipés et fournis de leurs munitions ordinaires.

4° Les soldats qui sont au drapeau ne pourront le quitter qu'après que ceux qui devront remplacer y seront arrivés et auront été reçus par le commandant de bataillon.

5° Quant à la solde extraordinaire que les communes pourront fournir et que les électionnaires seront dans le cas de payer pour leur remplacement, et aux marchés faits et à faire relativement au service, on suivra le règlement fait par le comité général du Valais occidental en date du 16 mars courant et dont il sera fait envoi aux comités centraux et de correspondance pour être distribués aux communes.

Le présent arrêté sera envoyé au c. de Bons, commandant la troupe valaisanne, à Bex.

Fait en l'assemblée du D. E. prov. du Valais, le 20 mars 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(Salvan, Arch. comm., A 8, copie conforme ; Monthey, Arch. comm., F 75, copie conforme.)

2. Saint-Maurice, 22 mars 1798. — Proclamation du D. E. prov. au peuple valaisan.

Citoyens,

Vos représentants ont appris avec douleur que dans quelques communes on s'était permis les menaces les plus violentes contre des citoyens. Si les faits ne leur avaient pas été constatés, ils douteraient qu'un peuple qui a prononcé fortement son attachement à notre sainte religion en ait oublié les principes au point de se porter à de tels excès. Vous avez chargé vos députés, au milieu des changements qu'ils devraient consentir dans votre gouvernement, de maintenir avant tout l'intégrité de cette religion, et vous vous permettez des violences contre les personnes dont vos voisins sectateurs d'une religion que vous ne vouliez pas admettre dans votre pays n'ont pas offert l'exemple parmi les désordres d'une guerre civile.

Citoyens, voulez-vous inspirer aux autres nations le respect pour la religion que vous professez et la préserver de toute atteinte ? Prouvez par votre conduite qu'elle fait la base de la sûreté et de la tranquillité publique, et qu'en la pratiquant les personnes et les propriétés sont respectées.

Citoyens, voulez-vous rester un peuple libre ? Montrez par votre sagesse que vous êtes dignes de l'être et que vous savez contenir les méchants et les perturbateurs sans le secours d'aucune force étrangère.

Citoyens, prenez garde que des gens malintentionnés ne vous égarent ; ayez toujours devant les yeux que la prospérité publique repose sur la paix intérieure ; que la sûreté de tous et de chacun de vous dépend de l'obéissance de tous et de chacun aux lois et aux autorités établies, et que quiconque vous détourne par ses conseils de cet ordre constant est un ennemi de la patrie. Si quelqu'un vous est dénoncé comme un mauvais citoyen, mettez-le entre les mains de la justice et confiez-vous aux lois et à ceux qui veillent à leur exécution. Hors de cette conduite, le mal que vous aurez fait à autrui peut vous être fait demain, et rien ne peut plus vous garantir votre sûreté individuelle.

L'Assemblée représentative provisoire a pris sous sa protection immédiate les personnes et les propriétés. Elle a rendu les communes responsables de toute atteinte qui leur serait portée. Le Directoire chargé de l'exécution de la loi y pourvoiera par les mesures les plus actives. Il ordonne à toutes les personnes constituées en autorité de surveiller attentivement tous provocateurs de violences et d'appeler main forte contre eux. Il invite tous les bons citoyens, tous les amis de la patrie, à se tenir constamment prêts pour prêter assistance à la justice, afin que force demeure à la loi.

La présente proclamation sera imprimée et annexée à la loi du 21 mars 1798.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(AV, coll. de placards imprimés, placard imprimé (43 × 37 cm), plusieurs ex.)

3. [Saint-Maurice], 26 mars 1798. Arrêté du D. E. prov. concernant les domaines nationaux.

Vu par le Directoire la nécessité urgente de pourvoir à la régie, administration et location des domaines nationaux, particulièrement dans le dizain de Monthey, et l'utilité dont il serait d'en charger une administration locale, le D. E. prov. a arrêté ce qui suit :

Art. premier. Le comité central de Monthey sera chargé provisoirement de la régie, administration et location des domaines nationaux dans l'étendue du dizain de Monthey.

Art. 2. Les maisons et bâtiments susceptibles d'être loués, les prés et champs et tous les domaines qui s'admodient annuellement ou dont les baux sont expirés, seront admodiés par le comité central sur enchères publiques.

Art. 3. Les vignes seront données à travailler par ledit comité à des personnes choisies et aux conditions les plus favorables pour la conservation et le produit d'icelles, à la prudence dudit comité.

Art. 4. Tous les marchés faits en exécution du présent par le comité central de Monthey seront faits par écrit et doubles : l'un des doubles pour l'admodiataire et l'autre pour demeurer audit comité à l'effet d'être remis à l'administration définitive qui sera établie pour les domaines nationaux.

Art. 5. Le comité central de Monthey rendra compte au Directoire des mesures qu'il aura prises pour l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Les péages et droits de transit ne sont pas compris dans l'administration déléguée par le présent arrêté.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(Monthey, Arch. comm., A 53, orig.)

4. Saint-Maurice, 30 mars 1798. Adresse du D. E. de la République valaisanne aux dix louables dizains de ladite République.

En conséquence du décret de ce jour ci-joint, le Directoire se croit obligé et a l'honneur de vous transmettre la relation des députés par devers les c. résident Mangourit et le général Brune à Berne. Vous y trouverez les ordres qu'ils avaient reçus et leurs démarches, ce pourquoi le Directoire n'y ajoutera rien. Mais il doit vous éclairer d'après le décret cité sous le n° 1 sur l'objet principal de vos délibérations et des motifs pour et contre.

Le sujet de vos délibérations consiste à savoir si le Valais composé de dix dizains libres veut accéder en qualité d'un canton à la R. H. une et indivisible ainsi qu'il s'y est offert, ou se constituer en république indépendante alliée pour la défense commune avec la R. H.

Afin de remplir les ordres de l'Assemblée représentative provisoire de la République valaisanne, le Directoire doit vous exposer les raisons pour l'accession à la R. H. d'une part, et celles pour la conservation de l'indépendance de la République valaisanne de l'autre.

Motifs pour la conservation de l'indépendance valaisanne et donc contre la réunion avec la R. H.

1° Si la République valaisanne fait une république à part, elle a la faculté de se choisir ses législateurs parmi ses concitoyens qui méritent sa confiance, qui connaissent le pays, les caractères, les passions, les besoins, même la pauvreté d'une grande partie de ses cohabitants ; des législateurs enfin qui vivent parmi eux et auxquels on pourrait faire des reproches proportionnés en cas de législation indiscrete. Mais si par contre le Valais accède à la grande R. H., il a le droit et il croit de nommer douze membres à l'Assemblée législative. Mais douze parmi 264 membres se flatteront rarement de la pluralité en leur faveur et en ce cas les lois du peuple valaisan seraient portées par des étrangers, v. g. en quelque façon par des commerçants, des citoyens, même par des personnes d'une autre religion, contre des simples paysans, montagnards et catholiques.

2° Le Valais est par sa situation et simplicité un pays isolé ; ses habitants, en grande partie, sont des laboureurs et des pasteurs. Comment ceux-là s'accommoderont-ils sur la même loi avec des citoyens éclairés ?

3° Si le Valais se réunit à la R. H., les contributions de l'Etat seront déterminées par l'Assemblée législative, et elles peuvent devenir exorbitantes sans que le Valais puisse les empêcher ; au contraire, il serait tenu de supporter sa part.

4° Si le Valais continue comme jusqu'à présent d'être une république à part alliée avec le Corps helvétique (comme il en est dit dans le projet de constitution de la République valaisanne), sans doute la R. H. sera tenue à la défendre de toutes ses forces, tout comme si elle faisait partie intégrante de la R. H.

Motifs pour la réunion du Valais avec la République helvétique une et indivisible.

1° Quand le Valais ferait partie intégrante de la R. H., il n'y aurait rien à craindre des lois d'icelle. Les petits cantons catholiques sont dans le même cas que lui, ont les mêmes besoins, la même simplicité des mœurs, le même amour de la religion et le même esprit d'économie. Les citoyens riches viennent de faire des pertes, et beaucoup de laboureurs et simples citoyens entrent dans la place de ceux qui ne connaissent pas la pauvreté et les besoins du paysan.

Grâces au Seigneur ! La religion des Helvétiens est encore trop forte ; leur probité, trop connue, et leur réputation leur est trop chère pour que la pluralité d'une assemblée législative helvétique se rende coupable d'une loi injuste afin d'opprimer les pauvres et l'innocent, et pour qu'il veuille le déshonorer aux yeux de l'univers. En tout cas, la constitution elle-même a obvié à ce danger lorsqu'elle a ordonné que tous les ans une partie des membres de l'Assemblée législative change : par ce moyen un législateur qui s'oublierait à ce point-là n'y resterait du moins pas longtemps.

2° D'après cela, on doit croire qu'on portera des lois analogues à tous les Etats, et dans le cas des lois mal portées, leurs corrections peuvent et doivent être demandées.

3° On est fondé de croire que les tailles de la R. H. ne seront jamais considérables, puisque les biens des Etats des vingt-deux cantons, les péages et les revenus d'iceux doivent faire un montant suffisant pour fournir aux frais du gouvernement.

Sans doute, si la solde des troupes françaises qui sont en Suisse était à la charge de la R. H., cet objet seul coûterait beaucoup ; mais l'équité paraît exiger que le Valais, qui n'a point pris part à cette guerre, soit aussi exempt de prendre part à ces frais-là.

4° La situation du Valais avantageuse pour le commerce étranger et sortie par la nature même en cas de guerre laisse ignorer la durée de son existence s'il s'érige en république à part, et l'alliance seule avec la R. H. ne lui assure certainement pas une consistance durable.

5° Supposé que le Valais se repente avec le temps d'avoir accédé à la R. H., il lui sera bien plus facile dans des temps calmes de rentrer dans son indépendance antérieure par le moyen des négociations que de s'y conserver dans ces temps critiques.

6° Les choses étant ainsi, il est inutile d'observer que l'union avec la R. H. attirera à la chère patrie, qui, considérée comme un Etat, est très petite, plus de considération et plus de moyens. Comment le Valais, s'il se sépare de l'Helvétie, se conservera-t-il au milieu des grandes puissances ?

Certes, s'il s'unit avec ses anciens alliés, il jouira de tous les avantages que la R. H. pourra se procurer par sa sagesse, faveur et considération ; déjà on apprend que les cantons catholiques s'occupent à redresser les articles de la constitution qui pourraient gêner la religion.

Sans doute, en cas de l'union, le Valais ne sera pas exposé à d'autres dangers ni à d'autres conditions que le reste des cantons ; il partagera avec eux les charges et les honneurs. Comment le Valais catholique qui porte toutes ses attentions à la conservation de sa religion, voudra-t-il se séparer des cantons catholiques auxquels il est particulièrement et étroitement lié, et cela dans un temps où il devrait resserrer ses nœuds et où l'Helvétie pour la religion est plus nécessaire ? De quels yeux regardera-t-elle notre répugnance de s'unir à la R. H. une et indivisible ?

Le Directoire vient de vous exposer les motifs principaux pour et contre, d'après l'intention du décret ci-joint ; il vous invite de plus de délibérer le plus tôt possible et dans le terme prescrit dans le décret sur cet objet important, et de nous transmettre sans retard votre détermination, afin qu'aucune lenteur ne puisse être reprochée à la chère patrie dans cette époque délicate où toute la Suisse s'occupe de sa constitution. Le Directoire, de son côté, fera tout ce qui dépendra de lui pour le bien de la République et vous assure de son amour sincère de la patrie, de ses intentions pures et de sa bonne volonté.

Sigristen, président.

N. B. Chaque commune sera tenue de délibérer mercredi, le 4 d'avril, et de donner la réponse jeudi prochain le 5 du courant au conseil désénal.

(H, cart. 22, fasc. 5, n° 8, copie ; Riddes, Arch. comm., F 2 k, copie ; etc. — Publié partiellement par M. Salamin, pp. 17-19.)

5. Saint-Maurice, 14 avril 1798. Circulaire du D. E. de la République valaisanne aux c. représentants du peuple des dix dizains de ladite république. — Publ. ci-dessus, 3^e section, n° 16, pp. 44-48.

6. Saint-Maurice, 19 avril 1798, à 4 heures. Adresse du D. E. prov. aux citoyens, juges ou présidents des dix dizains.

Le même amour de la patrie nous a engagés de joindre au premier exprès un courrier extraordinaire pour vous remettre la proclamation mémorable du c. général Schauenburg [*Annexe*] en toute hâte. Elle mérite les réflexions les plus sérieuses pour prévenir les maux et les suites dangereuses qui nous menacent.

(AV, fonds ABS, tir. 89, n° 114, cahier de 4 feuilles in-fol., fol. 4, copie ; *ibidem*, fol. 1, texte allemand, copie.)

Annexe. Berne, 24 germinal an VI (13 avril 1798). Proclamation du général Schauenburg. — Publ. dans Strickler, pp. 635-636.

7. Saint-Maurice, 19 avril 1798, à la hâte. Circulaire du D. E. prov. aux citoyens, juges ou présidents des dix dizains.

D'après l'information secrète et de bouche que nous avons reçue ce moment, de même suivant la proclamation ci-jointe du c. commissaire Lecarlier [*Annexe*], et Schauenburg qu'on nous avait envoyée qui doit instruire des yeux pénétrants et des hommes à qui la patrie est chère par le miroir des exemples, nous nous sentons obligés de déclarer nettement ce que nos cœurs sincères et loyaux nous font craindre et prévoir de sinistre, savoir que si l'on n'accède et acquiesce d'abord sans restriction, sans exception et sans modification et sans délai à la République helvétique une et indivisible, si on ne tient pas les assemblées primaires en ordre, si les députés à l'Assemblée législative ne sont choisis et envoyés, si on n'évite les retardements ou lenteurs, désordres et voies de fait, les troupes françaises sont intentionnées d'avancer, et alors de lever des contributions et traiter notre chère patrie comme les autres cantons. En conséquence de cet avertissement, nous voulons répondre de tous les Etats de notre pays et de tout citoyen si l'on répond de même à notre attente. Sinon nous déclarons de n'avoir part à aucun événement triste et de laver nos mains de tout ce qui pourrait arriver en cas de refus.

Pour en prévenir aussi les ministres des autels, nous certifions que le c. résident Mangourit nous a assurés officiellement qu'on avait arrêté et incarcéré un curé du canton de Lucerne, d'abord que les paysans suscités l'avaient déclaré auteur du renversement d'un arbre de liberté, et que ceux qui l'avaient dénoncé avaient été mis en liberté dès l'instant.

Ne retardez pas l'exprès, nous vous en prions. Le temps presse. Prenez les mesures les plus promptes, nécessaires, et les plus utiles que vous avez toujours déployées et dont nous vous laissons le soin et abandonnons à vos lumières tout ce qui peut contribuer au bien de notre chère patrie.

(AV, fonds ABS, tir. 89, n° 114, cahier de 4 feuilles in-fol., fol. 4, copie ; *ibidem*, fol. 1, texte allemand, copie ; Nendaz, Arch. comm., P 106, fol. 1, copie d'un texte légèrement différent.)

Annexe. Berne, 19 germinal an VI (8 avril 1798). Proclamation de Lecarlier, commissaire du gouvernement près l'armée de la R. F. en Suisse. — Publ. dans Strickler, pp. 614-615 ; AV, fonds ABS, tir. 89, n° 114, texte plus complet.

8. [Saint-Maurice], 19 avril 1798. Arrêté du D. E. prov. relatif au droit d'irrigation dans la commune d'Ardon.

Sur la pétition présentée au D. E. par la commune d'Ardon tendant à être maintenue dans la possession de l'irrigation de leurs biens par l'eau de la grande meunière venant du torrent de la Sentze [la Losentse], ainsi qu'ils en ont constamment joui en vertu de leurs titres jusqu'à l'année dernière que la commune de Chamoson leur a fait des difficultés pour laisser arroser leurs prés par ces eaux, sur quoi elle insiste de nouveau dans ce moment, prétendant s'en servir exclusivement et refusant l'eau absolument à ceux d'Ardon et sur l'offre faite par la commune d'Ardon d'acquitter tant pour le passé que pour le présent toutes charges à eux imposées par les transactions à ce sujet entre leur commune et celle de Chamoson et attendu l'urgence,

Le D. E. prov. arrête ce qui suit :

La commune d'Ardon sera provisoirement maintenue dans la possession de l'irrigation de ses prés par l'eau de la grande meunière venant du torrent de la Sentze comme elle en a joui avant l'ouverture de la contestation entre elle et la commune de Chamoson, réservant en tant que de droit la proteste de celle des deux communes qui se prétendra lésée.

Toutes contestations relatives à ce droit d'irrigation entre les communes d'Ardon et de Chamoson, tant pour le fond que pour les accessoires, sont suspendues jusqu'à l'établissement du tribunal civil du district qui sera incessamment nommé en vertu de la constitution, auquel elles sont renvoyées.

(Ardon, Arch. comm., P 164, orig.)

9. Saint-Maurice, 20 avril [1798]. Proclamation du D. E. prov. aux peuples valaisans.

Le Directoire, informé par des actes publics depuis la circulaire d'hier que l'on cherche à influencer les délibérations dans les assemblées primaires sous prétexte de religion et à leur faire stipuler, à l'acceptation de la constitution helvétique, des modifications qui ont été déjà cassées et qui sont prohi-

bées par les proclamations des commissaires du gouvernement français qui vous ont été envoyées ;

considérant que c'est par de pareilles démarches que divers cantons ont attiré contre eux les armées françaises qui marchent dans ce moment contre ceux du Toggenbourg, Saint-Gall et Appenzell, et les mesures de rigueur qui vont peser incessamment sur les petits cantons, nos voisins,

rappelle sérieusement et pour la dernière fois à tous les concitoyens qu'aucune modification quelconque ne doit être apportée à l'acceptation de la constitution helvétique, et après les avoir avertis comme l'amour de la patrie et de la religion lui en font un devoir,

le Directoire déclare devant Dieu et devant les hommes qu'il est innocent de tous les maux qui pourraient résulter pour la patrie de toutes les mesures contraires à ce que son intérêt et la nécessité des circonstances commandent, et que ceux-là en seront responsables dans leurs personnes et dans leurs biens qui auront été les auteurs et les provocateurs.

(Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, orig. ; Sion, Arch. de l'Evêché, tir. 351 (anc. cote 217), n° 57, copie de la main du chancelier Valleran ; Orsières, Arch. comm., P 260, copie.)

10. [Saint-Maurice], 24 avril 1798. Arrêté du D. E. prov. sur une pétition du comité de Saint-Maurice.

Sur la pétition du comité de Saint-Maurice par laquelle il sollicite une indemnité pour les travaux extraordinaires qu'il a faits pour le service public depuis la plantation de l'arbre de la liberté, après en avoir délibéré,

le Directoire a arrêté ce qui suit :

Les services du comité en sa qualité de comité de surveillance et de police sont une charge de la commune de Saint-Maurice, qui fixera les indemnités qui devront être attribuées aux membres dudit comité.

Les travaux du comité de Saint-Maurice pour expéditions dans tout le dizain d'actes, soit du comité général, soit du Directoire, sont relatifs à tout le dizain et les indemnités qui doivent lui être accordées à cet égard doivent être réparties par égance dans tout le dizain.

Les travaux du comité en général, s'il y en a, ou de ses membres en particulier pour le service général et expéditions dans les trois dizains occidentaux et dans toute la République, sont une charge des trois dizains occidentaux avant le 16 mars, et du trésor public depuis cette époque.

En conséquence, le comité de Saint-Maurice se pourvoiera par-devant les représentants des trois dizains occidentaux pour ses travaux de ce genre avant le 16 mars, et pour ceux postérieurs, il présentera un compte dans le jour au Directoire ou en conférera par députation afin que cet objet puisse être acquitté par le Directoire avant sa translation.

Le comité de Saint-Maurice présentera aussi dans le jour le compte de ce qu'il peut être dû à la commune de Saint-Maurice pour le loyer de la salle des séances de l'Assemblée représentative et pour tous les frais à ce relatifs faits par la commune.

Sigristen, président. Tousard d'Olbec, secrétaire général.

(Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, orig.)

11. Sion, 27 avril 1798. Adresse du D. E. du canton du Valais aux dizains supérieurs. — Das einstweilige Vollziehungs-Directorium des Canton Wallis:

- 1° dem noch nicht einwilligenden Teile des löblichen Zehnden Leuk;
- 2° den zwei löblichen Dritteln des löblichen Zehnden Raron;
- 3° dem löblichen Drittel Mörel;
- 4° dem löblichen Zehnden Visp, wenn darin noch Widersetzer wären;
- 5° dem löblichen Zehnden Brig, wenn darin noch Widersetzer wären;
- 6° dem löblichen Zehnden Goms, wenn darin noch Widersetzer wären.

Bürger! Brüder!

Sage man von den Gliedern des Vollziehungs-Directorium, was man wolle, sie brennen von heissester Vaterlands-Liebe. Ihr wohlgesinntes Herz blutet wegen der Gefahren, die sie dem Vaterlande fürchten, und sie wollen und sollen noch einen rechtschaffenen Versuch tun, wie wohl sie vermög Ihrer zwei letzten Warnungs-Briefe vor Gott und der Welt, vor allen Ständen und Bürgern, in allen Vorfällen unverantwortlich und unschuldig würden erkannt werden müssen.

Bürger! Teuerste Brüder! Ihr werdet aus der Verkündung des Bürgers Residenten Mangourit in Truck vernehmen, wie er für das liebe Vaterland denkt, Ihm, seiner Menschenliebe und Grossmut, seinem Wohlwollen für uns alle, haben wir zu verdancken, dass wir nicht schon den Krieg, eines der grössten Übel der Welt, im Lande haben, welches gemeinlich Pest und Hungersnot nach sich zieht. Man hat denen Kantonen Bern, Solothurn nicht solang geschont; endlich und bald könnte der Bürger Resident auch matt werden, wenn man seiner Geduld zu lang sich widersetzen sollte. Ja! würde wohl das Französische Directorium nur einmal länger zusehen lassen wollen? Dann betrachtet die Folgen des Krieges, die wir Euch schon gemalt haben; dann betrachtet, wieviel Getreide, Schlachtvieh, Heu, Salz und Holz das benachbarte Oberland [hat] ausfindig machen müssen. Allein weil der Grund eurer Widersetzung dahergeholt werden soll, als wäre unsere heilige Religion in Gefahr. So beschwören wir euch, der Beibehaltung der Religion zulieb zu erwägen, wie oft der Bürger Resident selbe uns zugesichert habe. Wir haben euch davon authentische Abschrift zugeschickt. Das heilige Rom, der Ort des Heiligtums, der Sitz des heiligen Petri und Statthalters Gottes, das Crist-katholische Mailand, der Sitz eines Erzbischofs, Luzern, der Aufenthalt eines päpstlichen Nuntius; Freiburg, der Wohnort eines Bischofs, St. Gallen, eine berühmte Abtei, haben alle einer Revolution beigepflichtet und sind katholisch geblieben. Unser hochwürdigste fromme Bischof mahnt euch selbst zum Zutritt zu der Helvetischen Republic an, seit seiner Unterhaltung mit dem Bürger Residenten, und der Bürger General Schauenburg (wir reden von dem Munde des Bürgers Residenten) befahl den versteckten Priestern, Ihre verschlossenen Kirchporten zu öffnen und den katholischen Gottesdienst und heilige Messen schon am Tage des Sieges zu vollbringen. Eure Brüder Wallesiens in Ihrer Mehrheit der Zehnden haben heute die Helvetische Constitution angenommen vermög der Vollmachten ihrer hergeschickten Wahlmänner, und alle, wir alle wollen ja doch in dem katholischen Glauben leben und sterben. O! So hoffen wir, o! So laden wir euch ein, o! So erwarten wir Eure Wahlmänner hier bis auf den nächsten Montag abends

oder Dienstag in aller Frühe; sonst werden ohne Eure Wahlmänner die Wahlen vorgenommen, Eure Wahlmänner des Wählungs-Rechtes für diesmal verlustig werden. So ist die Denkart des Bürgers Residenten.

Lasset euch, werteste Brüder, nicht durch falsche Gerüchte irreführen. Steisset euch auf die Waffen der kleinen Kantone nicht. Schon ist der Kanton Appenzell, worunter ein grosser Teil katholisch ist, beigetreten, und der Bürger Resident glaubt, das Kloster Einsiedeln sei nicht mehr. Und wie werden unsere Brüder von Uri, Schwyz, Unterwalden gegen die französische Nation, die unvergleichliche Siegerin, halten können? Es hoffen, ist eine unsinnige Vermessenheit.

Liebe Brüder im Herrn und in der Gesellschaft, nie haben echte Religionskenner mit Waffen in der Hand unsere heilige Religion gepredigt, entzieht euch dem brüderlichen Kusse der Mehrheit Eurer Brüder nicht, die auch alle katholisch sind und in Himmel wollen. Wir beschwören euch noch und für das letzte Mal, im Namen der Religion selbst, welche durch den Krieg in Gefahr kommen könnte, im Namen des lieben Vaterlandes, Eurer Kinder, Eurer Gattinen, Eurer Brüder, Eurer Güter, Eurer Ruhe, Eures Lebens, Eurer Eltern, Eurer Altarsdienern, wir beschwören euch durch den Herrn des Friedens.

Gruss, Respect, Brüderliebe und Wohlmeinung.

P.-S. Diesen Augenblick vernehmen wir officiellisch, dass der löbliche Zehnden Visp immer der Gesinnung beizutreten ist und durch Rarnerischen Gewalt abgehalten wird.

P.-S. [II] Wir ersuchen nachdrücklichst und brüderlich die löblichen Drittel Raron, die Freiheit der Landstrassen unverweilt herzustellen. Widrigen Falles möchten die Folgen, wider sie missliche, zweifelsohn sie verantwortlich werden.

P.-S. [III] Wir werden euere standhafte gute Gesinnung bei dem Bürger Resident Mangourit und bei hier vereinigten Wahlmännern der Mehrheit der löblichen Zehnden anzubringen wissen. Es werd euch Ehre und Sicherheit zubringen.

(AV, fonds René de Preux, dont l'inventaire n'est pas encore établi en 1979. — Entre le premier et les deux autres P.-S., le rédacteur a laissé en blanc deux pages, ce qui autorise à penser qu'il avait l'intention de combler le vide. — De la main d'Augustini.)

12. Règlement du D. E. prov. pour l'assemblée électorale et instruction sur les élections, du 1^{er} mai 1798.

Le Directoire considérant qu'il est nécessaire de rapprocher dans un seul règlement tous les articles constitutionnels qui fixent les opérations de l'assemblée électorale et les explications nécessaires sur la manière d'y procéder, a arrêté le présent règlement.

Article premier. Il sera procédé avant tout par le président et les secrétaires à l'appel nominal et reconnaissance des électeurs présents à l'assemblée dont il sera dressé une liste par dizain et par commune.

L'appel sera fait au commencement de chaque séance d'après la liste des électeurs ainsi formée.

Art. 2. Les électeurs représenteront à cet appel l'acte de vérification de leurs pouvoirs par le Directoire.

Art. 3. Aucune personne ne peut être admise dans l'assemblée électorale que les électeurs ainsi reconnus.

Art. 4. Les électeurs une fois inscrits au commencement de la séance sont invités à ne point s'absenter sensiblement pendant sa durée, afin de ne point retarder les opérations.

Art. 5. Aussitôt la reconnaissance faite, le président fera procéder aux nominations dans l'ordre suivant :

1° les quatre membres du Sénat ; 2° les huit membres du Grand Conseil ; 3° le membre du Tribunal suprême ; 4° les cinq membres de la Chambre administrative ; 5° les treize membres du tribunal de canton ; 6° le suppléant du membre du Tribunal suprême ; 7° les suppléants des cinq membres de la Chambre administrative ; 8° les neuf suppléants du tribunal de canton.

Art. 6. Il ne pourra être nommé qu'à une seule place à la fois.

Art. 7. Les scrutins seront donnés par écrit et il ne pourra être mis qu'un seul nom sur chaque bulletin. Tout bulletin qui porterait deux noms sera nul.

Art. 8. Il sera nommé par l'assemblée cinq secrétaires français et cinq secrétaires allemands, dix scrutateurs français et dix scrutateurs allemands.

Art. 9. Pour abréger cette nomination, chaque dizain nommera son secrétaire et ses deux scrutateurs.

Art. 10. Il sera formé dix bureaux de scrutin composés chacun d'un secrétaire et deux scrutateurs. Les secrétaires et scrutateurs nommés par un dizain ne pourront pas former le bureau de ce même dizain. Le président les distribuera.

Art. 11. Le président appellera par ordre les communes de chaque dizain. Les électeurs porteront leur scrutin au bureau assigné au dizain. Ce bureau en fera le dépouillement par une liste nominative de chacun des citoyens qui auront eu des voix et du nombre de voix données à chacun.

Art. 12. La liste de dépouillement sera faite triple, une par chacun des secrétaires et scrutateurs.

Chaque bureau conservera ses bulletins en ordre jusqu'à la consommation du tour de scrutin, afin de pouvoir y recourir en cas de réclamation. Le dépouillement général lu, s'il n'y a point de réclamation, ils seront sur-le-champ supprimés.

Art. 13. Le bureau ordinaire, composé du président, du vice-président, des secrétaires et des scrutateurs nommés en la première séance, fera le dépouillement général.

Chaque bureau lui remettra sa liste de dépouillement des bulletins qui lui auront été remis.

Les deux secrétaires et les quatre scrutateurs tiendront chacun une liste du dépouillement général.

Art. 14. Le bureau général vérifiera si le nombre des voix données et des scrutins nuls est égal au nombre des votants présents à l'assemblée. Dans le cas où il y aurait plus ou moins de scrutins donnés que le nombre de votants, le scrutin général est nul et sera recommencé.

Art. 15. La liste nominative faite des citoyens qui ont eu des voix et du nombre des voix données à chacun, le bureau reconnaîtra celui qui a le plus grand nombre de voix.

Art. 16. Les voix se comptent par tête et non par dizain.

Art. 17. Pour être élu, il faut avoir la pluralité absolue du nombre des votants présents.

Si la pluralité n'a pas lieu au premier tour de scrutin, il sera fait un second tour, à l'ouverture duquel le président nommera les deux citoyens qui auront eu le plus de voix au premier scrutin et annoncera à l'assemblée qu'ils ne peuvent nommer à ce second tour que l'un des deux. Tout bulletin qui porterait un autre nom sera nul.

Art. 18. En cas de pluralité absolue, le président lira la liste des citoyens qui auront eu des voix et le nombre des voix, et proclamera : N... est élu à la place de..., et aussitôt son nom sera inscrit sur le procès-verbal de l'assemblée électorale.

Art. 19. A la fin de chaque séance, il sera envoyé au Directoire la liste des nominations qui y auront été faites.

Art. 20. Les électeurs ont la faculté de choisir sur tous les citoyens du canton, qu'ils soient actuellement en place ou non ; qu'ils soient électeurs ou non, sans égard au dizain et sans aucune proportion nécessaire de répartition entre les dizains.

Art. 21. Les membres du Sénat doivent avoir atteint l'âge de trente ans et être mariés ou veufs.

Les membres du Grand Conseil doivent avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans, mariés ou non mariés.

Art. 22. Le juge du Tribunal suprême et les juges du tribunal de canton et les membres de la Chambre administrative doivent avoir vingt ans accomplis, mariés ou non mariés.

Art. 23. Les suppléants doivent avoir les mêmes qualités que les titulaires et on les nomme dans la même forme que les titulaires.

Art. 24. A chaque nouvelle nomination, le président doit rappeler à l'assemblée les conditions de l'éligibilité pour la place à remplir.

Art. 25. Il sera sursis à la nomination des tribunaux de district jusqu'à la division qui doit être faite par le Corps législatif helvétique ; en attendant l'Assemblée représentative prov. sera invitée à pourvoir à l'établissement de justices inférieures.

Instruction

Citoyens électeurs,

Le Directoire est plein de confiance dans les lumières des électeurs ; néanmoins, il croit devoir leur rappeler quelques principes qu'il est important d'avoir sous les yeux au moment des élections.

Un sens droit, une probité éprouvée, un zèle connu pour les intérêts du peuple sont les qualités essentielles pour quelque place que ce soit. Elles peuvent se rencontrer chez tous les citoyens et il faut les chercher chez tous sans distinction.

Les places de l'ancien régime ne sont ni un titre pour être admis à celles du nouveau gouvernement, ni un motif pour en être exclu. Celui que ni les places ni les honneurs de sa race n'avaient pas enorgueilli et qui s'est montré dans ses fonctions désintéressé, ami du peuple et de l'équité, est encore fait pour être l'homme du peuple.

Le mérite condamné jusqu'ici à l'obscurité a surtout droit à vos suffrages. Vous devez aller au-devant de lui. Il n'y a plus d'hommes nouveaux dans notre patrie ; il n'y a plus que les hommes utiles et ceux qui ne le sont pas. Mais celui qui sous les apparences du patriotisme déguise son ambition et son intérêt personnel, celui qui veut rabaisser les uns et ne pas relever les autres jusqu'à lui n'est pas l'ami du peuple ; il n'est pas l'homme que vous devez choisir.

Entre ceux qui sont les amis du peuple et de la patrie, il vous restera un choix à faire pour mettre chacun à sa place.

Au Corps législatif, vous pouvez associer à des gens à talents des hommes uniquement recommandables par leur sens et leur probité ; mais il faut au moins dans une partie d'entre eux une grande connaissance des localités et des intérêts de notre canton, et un esprit capable de les défendre et de les concilier avec l'intérêt général de la R. H. dont nous faisons partie.

La Chambre administrative étant moins nombreuse exige un choix plus étudié. Il faut dans cette Chambre des hommes capables d'embrasser tous les détails des intérêts de chaque district et de chaque commune, et d'y pourvoir ; des hommes doués de l'esprit de concorde et de paix afin de concilier entre les communes cet esprit de rivalité et d'isolement qui doit faire place à l'esprit d'intérêt commun, à l'esprit de famille ; des hommes capables de ménager les esprits, d'éteindre et de réconcilier les ressentiments et les animosités personnelles ; des hommes enfin capables d'inspirer la confiance afin que l'obéissance à leur autorité soit plus facile.

Quant aux fonctions judiciaires, personne n'ignore que la connaissance des lois est une condition essentielle pour les bien remplir. Néanmoins, tant que la législation du Valais restera aussi simple qu'elle l'est, ses tribunaux pourront encore admettre quelques membres uniquement recommandables par leur intégrité et la sagesse de leur jugement. On sait que dans plusieurs communes des châtelains illétrés ont longtemps maintenu leurs concitoyens dans la paix et rendu la justice à la satisfaction de tous.

Puisse le ciel porter vos vœux sur les hommes les plus propres à préserver notre patrie de tous dangers intérieurs et extérieurs, et la maintenir dans la prospérité dont elle a joui depuis longtemps par la sagesse, la vertu et la simplicité de nos pères !

Fait au D. E. prov., le 1^{er} mai 1798.

(H, cart. 22, fasc. 1, n° 7, cahier in-fol. de 8 p., orig. ; *ibidem*, n° 8, cahier in-fol. de 8 p., texte allemand de la main de Fr.-P. Bonvin.)

13. Sion, 4 mai 1798. Adresse du D. E. prov. au dizain de Monthey.

En conséquence du décret de l'Assemblée représentative provisoire de ce jour, il est ordonné au louable dizain de Monthey de rassembler, aussitôt

après la réception de la présente, 400 hommes qui seront pris parmi les citoyens depuis l'âge de vingt ans jusqu'à cinquante. Le contingent de chaque commune sera levé au sort dans tous ceux de cet âge.

Le soldat recevra 3 batz par jour, 28 onces de pain, demi-livre de viande, demi-bouteille de vin ; le caporal, un quart en sus ; le fourrier, à la disposition du commandant, le tout uniformément dans chaque dizain.

Et afin qu'on ne soit pas dépourvu de vivres dans les commencements surtout, le soldat s'en pourvoiera pour quatre jours.

Il est fait défense à toutes les communes de ne rien ajouter à la solde de l'Etat.

Les hommes qui n'entreront point dans le contingent actuel se tiendront prêts à marcher au premier ordre.

Le soldat sera armé, équipé et pourvu des munitions ordinaires ; ceux qui auront des fusils de cible les prendront de préférence. La troupe se réunira sans délai à Sion ; chaque commune enverra sans délai son contingent aussitôt que l'ordre lui aura été remis.

Les avances de la solde seront faites par les communes et remises au commandant de chaque bataillon. Le comité de Monthey est chargé de l'exécution du présent et il y apportera la plus grande diligence, attendu le danger pressant de la patrie.

[P.-S.] Le 5 mai 1798 les présentes ont été publiées à Monthey aux quatre coins du bourg et sur la place publique au son de la caisse.

(Publ. dans Stockalper, pp. 16-17.)

14. Monthey, 5 mai 1798. Arrêté du comité de la commune de Monthey pour la levée immédiate des hommes appelés à marcher.

Le comité de la commune de Monthey, vu l'arrêté du D. E. en date du jour d'hier et l'arrêté du comité central du dizain qui lui en transmet l'exécution, considérant que le salut de la patrie, l'urgence des circonstances et l'honneur de cette commune exigent impérieusement que chaque citoyen se rende aux ordres des premiers magistrats de ce canton et à l'invitation du c. résident, a arrêté et arrête ce qui suit :

Art. premier. Tous les citoyens de cette commune âgés de 20 à 50 ans sont requis de se rencontrer ce jour d'hui en la salle de l'hôpital à deux heures après midi pour tirer au sort ceux d'entre eux qui seront dans le cas de marcher.

2° Le comité fera tirer les billets des citoyens qui ne se trouveront pas au rendez-vous à l'heure indiquée.

3° Ceux des citoyens auxquels le sort aura touché pour marcher se réuniront sur la place publique, demain à sept heures du matin, armés, équipés et pourvus des munitions ordinaires pour se mettre en marche aussitôt que les contingents des autres communes seront arrivés.

4° Le comité exhorte de la manière la plus sérieuse les citoyens qui seront dans le cas de marcher, d'obéir à la voix des magistrats du canton qui les appellent à défendre la cause de la liberté et de l'égalité, à soutenir les

autorités constituées et protéger le maintien du bon ordre et de la tranquillité publique, la sûreté des personnes et des propriétés, et éviter par là à la patrie les malheurs d'une guerre civile et l'entrée des troupes étrangères.

5° Les citoyens qui seraient assez lâches pour ne pas obéir aux ordres des autorités constituées et à l'invitation du c. résident se rendront suspects, leurs noms seront envoyés au D. E. et publiés, et il sera décerné contre eux des peines proportionnées à leur lâcheté et à leur refus d'obéir.

6° Le présent arrêté, les arrêtés du D. E. et du comité central ainsi que la lettre du c. résident seront publiés sur-le-champ à son de caisse et lus aux citoyens assemblés pour tirer au sort.

Fait en l'assemblée du comité, ce 5 mai 1798, à huit heures et demie du matin.

Adrien Guerraty, secrétaire.

(Monthey, Arch. comm., F 88, orig. muni de la note suivante : « Ce 5 mai 1798, les présentes ont été publiées à Monthey aux quatre coins du bourg et sur la place publique au son de la caisse. » Atteste Barthélemy Riondet, officier du comité central.)

15. Sion, 5 mai 1798. Acte de délégation délivré par le D. E. prov. au c. Jean-Georges Schmitt, messenger du D. E. valaisan.

Le c. Jean-Georges Schmitt, porteur du présent, est autorisé à faire connaître à toutes les communes des dizains occidentaux que le Directoire a réduit provisoirement à deux cents hommes par dizain la levée de quatre cents hommes ordonnée hier, et que les communes peuvent suspendre en conséquence le départ pour Sion de la moitié de leur contingent jusqu'à nouvel ordre.

[P.-S.] Le Directoire enverra incessamment son arrêté à cet égard. — Les communes préviendront la troupe montante afin que les officiers puissent en renvoyer la moitié que l'on fera payer pour le temps de son service.

(Monthey, Arch. comm., F 91, orig.)

16. [Sion], 5 mai 1798. Ordre du D. E. d'envoyer à Sion le contingent entier.

En vertu du décret de l'Assemblée représentative du 4 mai 1798, aussitôt le présent ordre reçu, vous enverrez à Sion le contingent entier de vos deux élections, armé et équipé suivant l'égance ancienne.

Ce contingent sera pris dans tous les citoyens de 20 ans à 50 en tirant au sort le nombre nécessaire dans ceux de cet âge.

Défenses sont faites aux communes de fournir aucune solde en outre de celle de l'Etat.

Le soldat prendra avec lui pour quatre jours de vivres.

Les communes feront l'avance d'une solde de trois batz par jour qui sera remise au commandant de bataillon et remboursée par l'Etat.

Quelque contrordre que vous ayez reçu à l'ordre du 4 mai, vous ne suivrez que le présent qui est nécessité par le renouvellement du danger de la patrie.

Fait au Directoire exécutif le 5 mai 1798, à six heures du soir.

(Ardon, Arch. comm., P 165, expédition « pour la commune de Ardon ».)

17. Saint-Maurice, 6 mai 1798. Ordre du D. E. prov. au comité central du dizain de Monthey.

Les circonstances exigent que les deux élections du dizain de Monthey marchent en entier pour secourir Sion ; la diminution ordonnée est révoquée, et le premier ordre subsistera. C'est pourquoi le susdit dizain est invité de faire marcher son contingent des quatre cents hommes en entier au plus tôt possible.

Sigristen, président.

[P.-S.] L'on espère que ce même ordre soit déjà parvenu au comité central du dizain de Monthey par exprès envoyé à cet effet, de la date d'hier émané de Sion, auquel soit rapport.

Augustini.

(Monthey, Arch. comm., F 96, copie.)

18. Sembrancher, 12 mai 1798. Déclaration du comité des communes d'Entremont.

Notoire soit que ce jourd'hui, 12 mai 1798, les communes d'Entremont, assemblées à Sembrancher par des membres de chaque comité, ayant appris que des troupes du Haut-Valais étaient descendues à Bagnes et même venues jusqu'à Vollèges, et avaient député Joseph Moulin, de Bagnes, pour nous faire voir une proclamation des sept dizains du Haut-Valais, par laquelle le Bas-Valais est invité à joindre ses armes aux leurs, etc. En conséquence, ledit comité a député quatre citoyens pour répondre aux Allemands sur le pont de Vollèges au cas qu'ils s'y présentent, et leur proposer l'absence de toute hostilité jusqu'au retour de nos concitoyens Joseph Luder, de Sembrancher, Bernard Reuse, d'Orsières, Joseph Darbellay, de Liddes, qu'il a députés près le comité central à Martigny pour prendre des mesures que les circonstances et le bien de la patrie exigent.

Atteste Claivaz, secrétaire.

(AVD, H 174, litt. A, pièce n° 51, orig.)

SIXIÈME SECTION

Correspondance du Directoire exécutif provisoire

1. Saint-Maurice, 22 mars 1798. Lettre du D. E. prov. du Valais à l'Etat de Zurich. — Publ. dans Strickler, p. 395, n° 1288 ; AVD, H 174, litt. A, n° 172, trad. franç.

2. Martigny, 22 mars 1798. Lettre du chanoine Terrettaz, procureur du Grand Saint-Bernard, au D. E. provisoire.

Nous venons de recevoir l'incluse [*Annexe*] par laquelle on nous ordonne de fournir un soldat pour notre bien d'Ecône, paroisse de Riddes ; mais comme nous n'en avons jamais fourni dans l'ancien régime ou gouvernement, nous n'avons ni soldat ni équipage et passons quand nous ne pouvons le procurer. Nous nous soumettons néanmoins à payer, comme pour ici, le contingent qui nous échoira.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 9, orig.)

Annexe. Riddes, 22 mars 1798. Lettre de Probst, président de Riddes, au c. prévôt [Luder] du Grand Saint-Bernard, à son défaut au c. procureur [Terrettaz], à Martigny.

Comme nous est ordonné par le comité général de Saint-Maurice que nous devons finir les élections des militaires, et comme vous n'avez pas fourni un soldat pour la première fois, vous aurez la bonté de fournir un homme pour votre tour, soit aujourd'hui ; au défaut du soldat, vous donnerez un billet de refus que vous donnerez au présent porteur, à cette fin qu'il soit remis au comité général de Saint-Maurice ; pour nous, nous déchargeons totalement.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 8, orig.)

3. Saint-Maurice, 26 mars 1798. Lettre du D. E. prov. au comité central de Monthey.

Nous vous transmettons un arrêté du Directoire [*voir p. 57, n° 3*] par lequel il vous commet à l'administration provisoire des domaines nationaux

de votre dizain. Nous vous recommandons de veiller à cet objet d'intérêt public avec tout le soin possible.

Les péages et transits sont exceptés comme devant entrer dans un règlement général. Le Directoire vous invite à lui communiquer vos lumières à ce sujet.

(Monthey, Arch. comm., A 53, orig.)

4. Saint-Maurice, 28 mars 1798. Lettre du D. E. prov. au comité central du dizain de Saint-Maurice.

Nous vous remettons 50 exemplaires d'une loi pour la sûreté des personnes et des propriétés et d'une proclamation du Directoire annexée à la loi. Vous aurez soin de les distribuer proportionnellement dans les communes de votre dizain, de sorte qu'il y en ait une au moins d'affichée dans chaque grande commune et une dans chaque village un peu considérable.

Nous vous envoyons en même temps une loi pour les tribunaux d'appel et criminels. Vous en donnerez connaissance dans tout votre dizain. Les communes se concerteront pour les établissements à faire, si elles les croient urgents, et vous ferez part au Directoire des mesures qu'elles seraient d'avis de prendre.

(Saint-Maurice, Arch. comm., série B 16, orig.)

5. Saint-Maurice, 28 mars 1798. Lettre du D. E. prov. au grand châtelain [Ambuel] du dizain de Sion.

Nous vous transmettons l'expédition d'une loi rendue par l'Assemblée pour la confirmation des autorités constituées et la nomination de juges criminels et d'appel. Vous aurez soin d'en donner connaissance à votre dizain.

[Post-scriptum]. Le Directoire avait chargé l'imprimeur de Sion [Advocat] de vous remettre directement la loi sur la sûreté des personnes et des propriétés, et ne vous en a pas fait envoi par lettre exprès, afin de ne pas retarder la publication de cette loi que l'Assemblée juge de la plus grande importance. Vous voudrez bien la faire distribuer dans toutes les communes proportionnellement, afin qu'elle puisse être affichée à un ou deux exemplaires ou plus suivant l'étendue des paroisses et des villages.

(H, cart. 22, fasc. 1, n° 4, orig.)

6. Bex, 1^{er} avril 1798. Lettre de Clavel, chef de brigade, au D. E. provisoire du Valais.

Je déclare qu'ensuite des ordres que j'ai reçus de la Chambre administrative du canton du Léman en date du 31 mars 1798, an I^{er} de la R. H. une et indivisible, j'ai notifié au c. de Bons, commandant les troupes valaisannes cantonnées à Bex, que lesdites troupes n'entrant plus dans les vues militaires des généraux français qui les avaient appelées à la garde et à la défense

des trois mandements d'Aigle, elles étaient libres de retourner dans leur pays. J'ai été chargé en outre de la part de la Chambre administrative d'y ajouter le témoignage de sa vive reconnaissance pour le zèle qu'elles ont mis à voler au secours de notre patrie menacée, et de son entière satisfaction de la bonne conduite qu'elles ont tenue, qui est digne des plus grands éloges.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, n° 11, orig.)

7. Orsières, 4 avril 1798. Lettre de Nicolas Formaz au comité général, à Saint-Maurice.

Nicolas Formaz, sergent-major, compagnie Chapelet, réclamant votre clémence pour délibérer touchant le payement de ma campagne faite au Pays de Vaud pour le sommaire de vingt-cinq jours, moi je suis que petitement moyenné, étant parti pour des premiers des biens, pendant qu'à moi m'ayant fallu laisser mes marteaux que c'était le plus fort de mes biens, je me trouve grandement lésé de mon bourgoit [*sic*] ne m'ayant présenté qu'un prix insuffisant pour les dépens faits à cette occasion, ainsi, mes chers citoyens, je recours à votre assistance et bonté.

(Rz, cart. 74, fasc. 11, n° 16, orig.)

8. Sion, 18 avril 1798. Lettre de Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, au c. Augustini, directeur, à Saint-Maurice.

C. directeur et cher cousin,

J'ai reçu la dépêche, et je voudrais savoir quel est le prix ordinaire que l'on donne au porteur ; en second, ce que l'on doit aux secrétaires.

Je suis bien embarrassé aussi de savoir [à] quel instant nous devons nous démettre de nos charges et par quel ou quel comité remplacer les pouvoirs particuliers soit du dizain soit de la ville ou commune de Sion. Ayez la bonté de m'éclairer sur cela. J'attends avec empressement votre arrivée ; je suis on ne peut pas plus affligé de l'absence du c. Mangourit. Nos mauvaises têtes sont en fermentation et la fraternité ne s'annonce pas bien. Encore huit jours de patience, et je pourrai, j'espère, dire *laqueus constrictus est*.

(AV, fonds René de Preux, en cours de classement, orig.)

9. [Saint-Maurice], 18 avril 1798. Lettre de Sigristen, président du D. E. prov., au c. Dallèves, président du comité central d'Entremont.

Nous vous faisons passer la copie de la lettre que le c. résident Mangourit nous a adressée [de Berne, le 24 germinal (13 avril)] en réponse de celle que nous lui avons écrite dernièrement et dont vous trouverez la copie in parte qua n° 4 dans la circulaire du 14 courant qui vous sera parvenue avant que nous ayons reçu par le courrier d'avant-hier celle dont il est question. Vous pourrez en faire l'usage que le bien de la chère patrie, votre office et celui de

vosre comité vous suggéreront ; nous nous hâtons d'en faire passer copie à tous les juges ou présidents des dix dizains par le courrier.

Nous voulons vous faire part en même temps, pour vous tranquilliser, que la nouvelle de l'arrivée des quatre compagnies des troupes françaises au château [de] Chillon, que nous vous avons annoncée dans ladite circulaire, se trouve erronée malgré l'assertion positive que l'on nous en faisait.

(Orsières, Arch. comm., P 259, copie.)

10. [Sembrancher, 21 avril 1798]. Lettre de Maurice Emonet, ancien membre du comité général de Saint-Maurice, à Ch.-E. de Rivaz, membre du D. E. prov. du Valais.

Mercredi 18 courant, assistant comme président à notre assemblée du peuple pour les fins préparatoires aux assemblées primaires du 22, le c. Ribordy, ex-curial de Fully, autorisé par l'aveu de plusieurs autres membres de notre comité de surveillance, m'a déclaré avec son ton altier ordinaire que le c. Joris, d'Orsières, membre du comité général, dans sa mission en Entremont au sujet du faux bruit passé, avait déclamé le c. Delasoie et moi pour des traîtres à la patrie pendant que nous fûmes au comité général, en sollicitant notre cassation, ajoutant dit Ribordy avec son même ton devant toute l'assemblée qu'il ne se ferait point de peine de me traiter pour tel en toute occasion si je ne m'en faisais pas laver, ce qui fut encore répété par quelqu'un de ses adhérents. Me croyant innocent de pareille calomnie et la publication de ces menaces me rendent si sensible que je ne puis différer avant votre départ de Saint-Maurice de réclamer ma justification. Il me paraît, pour couper court, qu'un simple certificat de conduite signé de mes collègues qui ont été là du temps pourrait suppléer à toutes autres démarches officielles, et pour cela j'aurais sans doute dû descendre, mais les occupations présentes de mon office qui, Dieu merci, va bientôt finir, ne me le permettant pas, je prends la liberté de m'adresser à vous, cher c. capitaine, pour vous prier de cette grâce de m'expédier sous cachet par votre charitable médiation ce certificat signé de vous et [des] autres membres dudit comité du temps qui se trouveront encore à Saint-Maurice ; des autres, j'en profiterai à première occasion, qui sont instruits de ma conduite. Espérant cette grâce de votre bonté et justice, vous obligerez infiniment celui qui, en attendant l'occasion de vous en faire plus amples remerciements personnels, vous offre avec toute la cordialité possible...

[P.-S.] Me recommandant aussi au secrétaire général [Tousard] d'Olbec et [au] directeur Augustini en les saluant.

(Rz, cart. 75, fasc. 3, n° 9, orig.)

11. Saint-Pierre-de-Clages, 6 mai 1798, à une heure et demie. Lettre du D. E. prov. à Ambuel, président de l'Assemblée électorale, à Sion.

Aussitôt que le c. Bonvin nous a rapporté la nouvelle au grand galop, qu'il avait rencontré entre Sion et Sierre un quelqu'un N. qui lui avait dit de

s'en retourner, sans cela il serait fait prisonnier de guerre, nous avons cru de ne pouvoir pas mieux servir la patrie qu'en mettant le c. résident en lieu de sûreté, puisque toute injure qu'on aurait pu lui faire aurait provoqué les armes et la vengeance de la Grande Nation. Vous êtes invité d'en faire part à l'Assemblée électorale.

(H, cart. 22, fasc. 5, n° 12, orig.)

12. Domodossola, 6 mai 1798. Lettre de F. Corgioli au D. E. prov. du Valais, à Saint-Maurice.

Tandis que je fais les vœux les plus ardents pour que la majorité de vos bons concitoyens parviennent à contenir ceux qui s'égarent, je dois vous informer que de nouveaux dangers nous menacent, et que je ne saurais plus répondre de la continuation de mon service, ni de la sûreté des sels du Valais, si vous tardiez à me faire mettre sous la protection immédiate de la R. F. Infiniment respectée par tous les partis, elle me devient indispensablement nécessaire, et je vous prie de vouloir bien solliciter très promptement près du c. représentant français des lettres patentes propres à me garantir de tous insultes et à me faciliter les moyens de continuer mon service. En attendant...

(H, cart. 9, n° 256, orig.)

CORRIGENDA

Doc. II/1 (Vallesia, t. XXXI, 1976, pp. 1-186).

p. 109, annexe I : lire 15 février (et non 20).

p. 110, annexe II : lire 20 février (et non 18).

Doc. II/2 (Vallesia, t. XXXII, 1977, pp. 1-246).

p. 49, annexes II et III, toutes deux datées du 10 mai 1798, reproduisent, par mégarde, un même texte. — Faire abstraction de l'annexe II.

p. 119, 4^e ligne : lire René Puy (et non Luy).

p. 163, n° 197 : ce rappel, du 25 floréal (14 mai), doit prendre place entre le n° 190 et le n° 191.

p. 193, n° 274 : ce texte devrait figurer entre le n° 268 et le n° 269.

p. 228, le n° 37 de l'Appendice (pp. 228-229) aurait dû être signalé p. 153, entre le n° 171 et le n° 172.

Doc. V a (Annales valaisannes, Sion, 1978, pp. 3-61).

p. 36, note 57, lire :

Le registre des décès de Savièse mentionne au 19 mai les décès des personnes suivantes : Germain-Balthasar Jacquier, châtelain et notaire, Joseph Héritier, Germain-Joseph Gobelet, Barthélemy Roten, Étienne Duc, Joseph Perroud, Grégoire Héritier, Jean-Théodule Duc, Maurice-Guillaume Debons, Germain-Guillaume Luyet, Bruno Niclas et Marguerite Héritier ; au total, 12 tués.

POSTFACE

En mettant un point final à cette publication de *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, qui réunit un millier de textes, pour la plus grande partie inédits, je demeure pleinement conscient, après trente ans de recherches, qu'elle ne saurait être complète. En effet, au fur et à mesure que mes collègues des Archives cantonales achèvent l'inventaire des archives d'une nouvelle commune ou d'un nouveau fonds privé, il y a bien des chances qu'ils découvrent ou un document inconnu, ou la copie ou la minute d'un document déjà publié.

Mais tout en rédigeant, sur la base de ce millier de textes, un essai ordonné de la révolution valaisanne de 1798, je me rends compte aussi que peu de documents essentiels ont dû échapper à mes investigations ; en tout cas, je n'ai pas constaté de lacune importante, à l'exception du recès de la diète extraordinaire de janvier-février 1798.

M. Grégoire Ghika qui, depuis bientôt trente ans, s'efforce d'établir une liste des diètes, ordinaires et extraordinaires, avec la référence au fonds qui conserve les recès originaux ou leurs copies, n'a pu, à ce jour, combler cette lacune. Serait-ce parce que, pressé par les événements, le chancelier d'alors s'est trouvé dans l'impossibilité de rédiger ce recès ?

Au terme de cette enquête, je dois exprimer ma reconnaissance à de nombreux collègues des Archives du Valais, de Vaud et de Genève notamment, qui m'ont aimablement prêté leur concours. Je ne saurais les citer ici nommément ; toutefois, il convient que je dise en quoi je leur suis redevable : les uns m'ont signalé un document nouvellement apparu, les autres m'ont aidé à résoudre quelque lecture difficile ; mes collègues de langue allemande ont bien voulu réviser mes lectures et revoir les épreuves des textes allemands ; certains enfin — et ils sont nombreux — ont facilité mes recherches pour identifier les personnages cités, notamment Madame Marthe Carron-Pache, officier d'état civil à Bagnes, et bien d'autres de ses collègues.

Enfin, si j'ai pu, à deux reprises, séjourner quelques semaines à Paris pour travailler aux Archives du ministère des Affaires étrangères, à la Bibliothèque et aux Archives nationales, afin de collationner sur les originaux les copies que j'avais établies d'après celles des Archives fédérales à Berne, et de compléter les lacunes de cette collection, c'est grâce aux subsides que m'a accordés le Fonds national suisse de la recherche scientifique, qui a, de plus,

alloué plusieurs subsides à *Vallesia* pour lui permettre d'assumer une publication de près de 900 p. réparties dans quatre volumes de l'annuaire de la Bibliothèque et des Archives cantonales du Valais. Que le Fonds national suisse de la recherche scientifique et son conseil veuillent bien trouver ici l'assurance de mes sentiments reconnaissants.

A. D.

Sion, janvier 1980.

TABLE DES MATIÈRES

*De la république des Dix-Dizains au canton de la République helvétique
(16 mars - 6 mai 1798)*

Première section. Comptes rendus des travaux de l'Assemblée représentative provisoire du Valais (15-31 mars 1798)	5
Deuxième section. Lois, décrets et instructions de l'Assemblée représentative provisoire, et documents relatifs à leur application . . .	23
Troisième section. Correspondance de l'Assemblée représentative provisoire avec le Directoire exécutif provisoire	39
Quatrième section. Documents relatifs aux relations des autorités constituées du Valais avec les autorités civiles et militaires françaises	49
Cinquième section. Arrêtés, règlements, proclamations, adresses, circulaires du Directoire exécutif provisoire, et documents relatifs à leur application	55
Sixième section. Correspondance du Directoire exécutif provisoire . . .	71
Corrigenda	76
Postface	77
Table des matières	79

Sigles, abréviations et sources, voir *Doc.* II/1, pp. 7-8.